

# LIBERTÉ ET DÉMOCRATIE POUR LES PEUPLES D'UKRAINE !

page\*2:  
Editions Page deux

EDITIONS  
SYLÉPSE



*Les Cahiers de l'antidote*

Après les Gilets jaunes, la pandémie du Covid, la Colombie et la Birmanie, les éditions Syllepse poursuivent la publication d'ouvrages accessibles à tous et toutes qui éclairent sur les enjeux des convulsions d'un monde qui n'en finit pas de semer la misère, la souffrance et la guerre.

Les éditions Syllepse se sont associées pour cette série sur l'agression de la Russie poutinienne contre l'Ukraine aux éditions Page 2 (Lausanne) et M Éditeur (Montréal), aux revues *New Politics* (New York), *Les Utopiques* (Paris) et *ContreTemps* (Paris), aux sites *À l'encontre* (Lausanne) et *Europe solidaire sans frontières*, ainsi qu'au blog *Entre les lignes entre les mots* (Paris) et au Réseau syndical international de solidarité et de luttes.

*À l'encontre*: <https://alencontre.org/>

*ContreTemps*: [lesdossiers-contretemps.org](https://lesdossiers-contretemps.org)

Éditions Page 2: <https://alencontre.org/>

Éditions Syllepse: [www.syllepse.net](http://www.syllepse.net)

*Entre les lignes, entre les mots*: <https://entreleslignesentrelesmots.blog/>

*Europe solidaire sans frontières*: [www.europe-solidaire.org](http://www.europe-solidaire.org)

*Les Utopiques*: [lesutopiques.org](http://lesutopiques.org)

M Éditeur: <https://m-editeur.info/>

*New Politics*: [newpol.org/](http://newpol.org/)

Réseau syndical international de solidarité et de luttes: [laboursolidarity.org](http://laboursolidarity.org)

LES CAHIERS DE L'ANTIDOTE, « SPÉCIAL UKRAINE », N°1, 1<sup>ER</sup> MARS 2022

ÉDITIONS SYLLEPSE

69, RUE DES RIGOLES - 75020 PARIS

ISBN: 979-10-399-0052-2

Illustrations: DR

# TABLE DES MATIÈRES

GILBERT ACHCAR  
MÉ MORANDUM SUR UNE POSITION ANTI-IMPÉRIALISTE RADICALE CONCERNANT LA GUERRE EN UKRAINE  
7

## PAROLES DU MOUVEMENT SOCIAL

UKRAINE  
DÉCLARATION SYNDICALE COMMUNE DE SYNDICATS  
11

RUSSIE  
COMMUNIQUÉ DE LA CONFÉDÉRATION DU TRAVAIL DE RUSSIE (KTR)  
12

UKRAINE  
LA RUSSIE A ATTAQUÉ ET COMMENCÉ L'INVASION DE L'UKRAINE  
13

BIÉLORUSSIE  
DÉCLARATION DU COMITÉ EXÉCUTIF DU CONGRÈS DES SYNDICATS DÉMOCRATIQUES DE BIÉLORUSSIE  
14

POLOGNE  
CONTRE LA GUERRE, POUR LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS!  
15

INTERNATIONAL  
STOP À L'AGRESSION RUSSE EN UKRAINE! POUR UNE UKRAINE LIBRE ET  
SOVERAINE POUR LES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES!  
16

FRANCE  
GRATUITÉ DES TRANSPORTS POUR LES RÉFUGIÉ·ES D'UKRAINE!  
17

CHINE  
LA GUERRE A COMMENCÉ DANS L'OBSCURITÉ  
18

HONG KONG  
SUR LA GUERRE D'INVASION MENÉE PAR LA RUSSIE CONTRE L'UKRAINE  
19

ÉTAT ESPAGNOL  
SOLIDARITÉ AVEC LES REFUZZNIKS EN UKRAINE ET EN RUSSIE  
22

RUSSIE  
APPEL AUX FÉMINISTES DU MONDE ENTIER  
23

ÉTAT ESPAGNOL	
L'ABSENCE DE SOLIDARITÉ EST UNE FAUTE ET UN DÉNI D'HUMANISME	
	25
POLOGNE	
INTERVIEW DE WITALIJ MACHINKO, SYNDICAT DE SOLIDARITÉ DES TRAVAILLEURS (TRUDOWA SOLIDARNIST, KIEV	
	26
FRANCE	
DES MOYENS POUR ACCUEILLIR ET SCOLARISER LES ÉLÈVES ET ÉTUDIANT·ES UKRAINIEN·NES	
	27
<b>RÉFLEXIONS ET POSITIONS</b>	
UKRAINE	
LETTRE DE KIEV À LA GAUCHE OCCIDENTALE	
	31
LE CONTEXTE HISTORIQUE DE L'INVASION DE L'UKRAINE PAR POUTINE	
	35
LES FANTASMES ANTIBOLCHEVIQUES DE POUTINE POURRAIENT CAUSER SA PERTE	
	46
RUSSIE	
CONTRE L'IMPÉRIALISME RUSSE, NE TOUCHEZ PAS À L'UKRAINE!	
	48
TABLE RONDE ANTIGUERRE DES FORCES DE GAUCHE	
	49
L'AGRESSION DE POUTINE EN UKRAINE SE POURSUIT. LES MANIFESTATIONS EN RUSSIE CONTINUENT	
	50
MYANMAR	
DES MILITANT·ES POUR LA DÉMOCRATIE ORGANISENT DES RASSEMBLEMENTS POUR SOUTENIR L'UKRAINE	
	50
INDE	
L'IMPÉRIALISME RUSSE EST L'AGRESSEUR	
	52
RUSSIE	
LES ANARCHISTES RUSSES CONTRE LA GUERRE DU RÉGIME DE POUTINE CONTRE L'UKRAINE	
	60
INTERNATIONAL	
EXODE À LA FRONTIÈRE UKRAINE-POLOGNE: «ILS NOUS REFOULENT PARCE QU'ON EST NOIRS!»	
	62
<b>MOBILISATION MONDIALE CONTRE LA GUERRE (24-28 FÉVRIER 2022)</b>	
	65

Général, votre char est un véhicule puissant  
Il défonce les forêts et écrase une centaine  
d'hommes.

Mais il a un défaut :

Il a besoin d'un conducteur.

Général, votre bombardier est puissant.

Il vole plus vite qu'une tempête et transporte  
plus qu'un éléphant.

Mais il a un défaut :

Il a besoin d'un mécanicien.

Général, l'homme est très utile.

Il peut voler et il peut tuer.

Mais il a un défaut :

Il peut penser.

General, your tank is a powerful vehicle  
It smashes down forests and crushes a hundred  
men.

But it has one defect :

It needs a driver.

General, your bomber is powerful.

It flies faster than a storm and carries more than  
an elephant.

But it has one defect :

It needs a mechanic.

General, man is very useful.

He can fly and he can kill.

But he has one defect :

He can think.

Bertolt Brecht

Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui arrê-  
teront les blindés russes qui déferlent sur l'Ukraine.

Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui arrê-  
teront la main de fer qui s'abat sur les Russes qui  
s'opposent à la guerre de Vladimir Poutine.

Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui met-  
tront fin à la guerre contre la liberté de l'Ukraine,  
pas plus qu'ils ne mettront fin à la dictature des oli-  
garques du Kremlin.

C'est la résistance populaire ukrainienne mul-  
tiforme, les grains de sable que les démocrates de  
Russie et de Biélorussie glisseront dans la machine  
de guerre russe et l'opinion publique mondiale qui  
arrêteront les chars de Vladimir Poutine.

Mais dans cette bataille pour l'indépendance et la  
liberté ukrainiennes, rappelons-nous le pouvoir des  
*samizdats* et l'effet corrosif qu'ils avaient eu sur la  
dictature stalinienne.

Les éditions Syllepse (Paris), Page 2 (Lausanne) et  
M Éditeur (Montréal), les revues *New Politics* (New  
York), *Les Utopiques* (Paris) et *ContreTemps* (Paris),  
les sites *À l'encontre* (Lausanne) et *Europe solidaire sans  
frontières*, le Réseau syndical international de soli-  
darité et de luttes, ainsi que le blog *Entre les lignes  
entre les mots* (Paris) s'associent pour donner la parole  
aux résistances populaires, aux oppositions russes et  
biélorusses à la guerre, au mouvement syndical et  
aux mouvements sociaux démocratiques, notamment  
russes. Ce faisant, ce front éditorial adresse, de fait,  
un message aux soldats russes en leur enjoignant de  
«mettre crosse en l'air».

Cette première édition n'est qu'un début.



## MÉMORANDUM SUR UNE POSITION ANTI-IMPÉRIALISTE RADICALE CONCERNANT LA GUERRE EN UKRAINE

GILBERT ACHCAR

L'invasion russe de l'Ukraine est le deuxième moment déterminant de la nouvelle guerre froide dans laquelle le monde est plongé depuis le début du siècle par suite de la décision américaine d'élargir l'OTAN. Le premier moment déterminant a été l'invasion de l'Irak par les États-Unis en 2003. Elle s'est soldée par un échec total dans la réalisation des objectifs impérialistes étasuniens. Le prix que l'Irak a payé – et continue de payer avec les pays voisins – a été énorme, mais la propension de l'impérialisme états-unien à envahir d'autres pays a été considérablement réduite, comme le confirme le récent retrait de ses troupes d'Afghanistan.

Le sort de l'invasion de l'Ukraine par la Russie déterminera la propension de tous les autres pays à l'agression. Si elle échoue à son tour, l'effet sur toutes les puissances mondiales et régionales sera celui d'une forte dissuasion. Si elle réussit, c'est-à-dire si la Russie parvient à «pacifier» l'Ukraine sous ses bottes, l'effet sera un glissement majeur de la situation mondiale vers la loi de la jungle sans retenue, enhardissant l'impérialisme des États-Unis lui-même et ses alliés à poursuivre leur propre comportement agressif.

Pour l'instant, la résistance héroïque du peuple ukrainien a déstabilisé toute la gamme des admirateurs réactionnaires de Vladimir Poutine, de la droite dure et de l'extrême droite mondiales aux partisans

de l'impérialisme russe prétendument de gauche. Une victoire de Poutine en Ukraine renforcerait considérablement cet éventail de politiques réactionnaires.

Au-delà de la condamnation générale de l'invasion russe, il y a eu également quelque confusion dans les rangs des véritables courants anti-impérialistes quant à la position spécifique à adopter sur les questions liées à la guerre en cours. Il est important de clarifier ces questions.

1) Il ne suffit pas de demander à la Russie de cesser ses attaques et d'appeler à «un cessez-le-feu immédiat et un retour à la table des négociations». Nous n'avons pas utilisé un tel langage onusien lorsque les États-Unis ont envahi l'Irak, mais nous avons exigé le retrait immédiat et inconditionnel des agresseurs, comme nous l'avons fait dans chaque cas d'invasion d'un pays par un autre. De même, nous devrions exiger non seulement la cessation de l'agression, mais aussi le retrait immédiat et inconditionnel des troupes russes d'Ukraine.

2) L'exigence du retrait russe s'applique à chaque pouce du territoire ukrainien – y compris le territoire envahi par la Russie en 2014. Lorsqu'il y a un différend sur l'appartenance d'un territoire où que ce soit dans le monde – comme la Crimée ou les provinces de l'est de l'Ukraine, en l'occurrence – nous n'acceptons jamais qu'il soit résolu par la force brute et la loi du plus fort, mais toujours uniquement par le libre exercice par les peuples concernés de leur droit à l'autodétermination démocratique.

3) Nous sommes opposés aux appels à l'intervention militaire directe d'une force impériale contre une autre, que ce soit par des troupes au sol ou par l'imposition d'une zone d'exclusion aérienne à distance. Par principe, nous sommes contre l'intervention militaire directe de toute force impérialiste, où que ce soit. Demander à l'une d'entre elles d'affronter une autre équivaut à souhaiter une guerre mondiale entre puissances nucléaires. De plus, il est impossible qu'une telle intervention puisse s'effectuer dans les limites du droit international puisque la plupart des grandes puissances impérialistes disposent d'un droit de veto au Conseil de sécurité de l'ONU. Même si l'on peut aisément comprendre que les victimes ukrainiennes de l'agression puissent lancer, par désespoir, de tels appels, il s'agit néanmoins de demandes irresponsables.

4) Nous sommes pour la livraison sans conditions d'armes défensives aux victimes d'une agression – dans ce cas, à l'État ukrainien, qui lutte contre l'invasion russe de son territoire. Aucun anti-impérialiste responsable n'a demandé à l'URSS ou à la Chine d'entrer en guerre au Vietnam contre l'invasion américaine, mais tous les anti-impérialistes radicaux étaient favorables à une augmentation des livraisons d'armes par Moscou et Pékin à la résistance vietnamienne. Donner à ceux qui mènent une guerre juste les moyens de lutter contre un agresseur beaucoup plus puissant est un devoir internationaliste élémentaire. S'opposer en bloc à de telles livraisons est en contradiction avec la solidarité élémentaire due aux victimes.

5) Nous n'avons pas de position de principe générale sur les sanctions. Nous étions favorables aux sanctions visant l'État d'apartheid sud-africain et nous sommes favorables aux sanctions visant l'occupation coloniale israélienne. Nous étions contre

les sanctions imposées à l'État irakien après sa destruction par la guerre en 1991, car il s'agissait de sanctions meurtrières qui ne servaient aucune cause juste, mais seulement la soumission d'un État à l'impérialisme des États-Unis à un coût quasi génocidaire pour sa population. Les puissances occidentales ont décidé toute une série de nouvelles sanctions contre l'État russe pour son invasion de l'Ukraine. Certaines d'entre elles peuvent effectivement réduire la capacité du régime autocratique de Poutine à financer sa machine de guerre, d'autres peuvent nuire à la population russe sans trop affecter le régime ou ses acolytes oligarchiques. Notre opposition à l'agression russe combinée à notre méfiance à l'égard des gouvernements impérialistes occidentaux signifie que nous ne devrions ni soutenir les sanctions de ces derniers, ni exiger leur levée.

6) Enfin, la question la plus évidente et la plus directe de toutes dans une perspective progressiste est la demande d'ouverture de toutes les frontières aux réfugié·es d'Ukraine, comme elles devraient l'être pour tous les réfugié·es fuyant la guerre et les persécutions, quelle que soit leur provenance. Le devoir d'accueillir et d'héberger les réfugié·es et le coût de cet accueil doivent être équitablement partagés par tous les pays riches. Une aide humanitaire urgente doit également être apportée aux personnes déplacées à l'intérieur des frontières de l'Ukraine.

Solidarité avec le peuple ukrainien!

27 FÉVRIER 2022

Traduction rédaction À l'Encontre



**PAROLES DU MOUVEMENT SOCIAL**



## UKRAINE

# DÉCLARATION SYNDICALE COMMUNE DE SYNDICATS

L'Ukraine résiste à l'agression de la Fédération de Russie (FR) depuis 2014.

À la suite de cette agression, la Crimée ukrainienne a été annexée, des parties des régions de Lougansk et de Donetsk, en Ukraine, ont été occupées. Au cours des huit dernières années d'agression de la FR, l'Ukraine a perdu des dizaines de milliers de vies humaines, plus de 1,5 million de nos citoyens ont été contraints de devenir des personnes déplacées à l'intérieur du pays.

Dans le même temps, la guerre et la menace d'une invasion à grande échelle minent l'économie ukrainienne. Cela se traduit par des pertes d'installations industrielles et d'infrastructures sur les territoires occupés, l'arrêt des investissements. Tout cela a des conséquences sur les revenus et les emplois des travailleurs qui luttent pour la paix et le développement démocratique de leur pays.

Le président de la Fédération de Russie, V. Poutine, par son décret du 21 février, a reconnu les républiques autoproclamées de Louhansk et de Donetsk comme des États souverains et indépendants.

La reconnaissance de ces républiques autoproclamées est une violation du droit international et la destruction du système de sécurité qui a été développé après la Seconde Guerre mondiale et l'effondrement de l'URSS, ainsi qu'un acte de violation de la souveraineté, de l'indépendance et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine avec la sortie *de facto* de la RF des accords de Minsk.

3. En outre, le 21 février, la Fédération de Russie a commencé à faire entrer officiellement des troupes russes dans le territoire occupé des régions de Louhansk et de Donetsk, en Ukraine.

(L'armée mercenaire et les forces professionnelles russes portant les signes d'identification des forces armées des républiques autoproclamées de Louhansk et de Donetsk ont déjà été déployées illégalement sur les territoires occupés)

Les forces armées ukrainiennes respectent strictement le régime de cessez-le-feu. Elles ne mènent aucune action militaire ou illégale dans les territoires occupés.

Dans le même temps, sur le territoire contrôlé par l'Ukraine, les civils des régions de Donetsk et de Louhansk souffrent depuis une semaine des tirs d'artillerie incessants en provenance des territoires occupés.

En outre, la FR mène une campagne enragée pour discréditer l'armée ukrainienne en diffusant une désinformation massive, des provocations, des bombardements sous un faux drapeau dans les régions de Louhansk et de Donetsk afin de trouver un *casus belli* pour déclencher une guerre à grande échelle.

La position officielle de l'Ukraine, qui a été annoncée à plusieurs reprises, est fondée sur la recherche d'une voie politique et diplomatique pour le retour des territoires occupés.

Au nom des organisations syndicales, nous exprimons notre profonde gratitude envers les pays, les

organisations, les politiciens et les personnes qui ont soutenu l'Ukraine pendant toutes ces années.

Nous demandons aux syndicats et aux organisations publiques de fournir un soutien solidaire au public ukrainien dans la lutte contre l'agression de la FR, et d'empêcher une guerre à grande échelle en Europe, qui peut changer instantanément le mode de développement des pays européens et l'architecture de l'ordre mondial.

Nous demandons de diffuser la Déclaration des syndicats ukrainiens sur les ressources web des syndicats, dans les médias sociaux et les messageries.

Le peuple d'Ukraine résistera et gagnera la lutte pour son indépendance, son intégrité territoriale et son choix civilisationnel.

#StopRussianAggressionInUkraine  
(Arrêtez l'agression russe en Ukraine)

Travailleurs de l'industrie et de l'énergie nucléaires d'Ukraine

Syndicat des travailleurs des industries métallurgiques et minières d'Ukraine

Syndicat indépendant des mineurs d'Ukraine

Union des travailleurs de l'énergie et de l'industrie électrotechnique d'Ukraine

Union des travailleurs de l'industrie pétrolière et gazière d'Ukraine

Union des travailleurs de l'industrie chimique et pétrochimique d'Ukraine

Syndicat des travailleurs de la construction d'avions et de machines d'Ukraine  
Syndicat des travailleurs de l'industrie de la défense d'Ukraine

Syndicat des travailleurs de la radio, de l'électronique et de la mécanique d'Ukraine  
Syndicat des travailleurs de l'automobile et de la machinerie agricole d'Ukraine  
Syndicat de la construction mécanique et de la métallurgie d'Ukraine

Union des employés d'État d'Ukraine  
Union des travailleurs de la santé d'Ukraine

Syndicat de l'économie municipale, de l'industrie locale, des services à la population d'Ukraine

Syndicat des travailleurs des installations gazières d'Ukraine

Union des travailleurs sociaux d'Ukraine

23 FÉVRIER 2022

Publié par <https://kvpu.org.ua/en/>

## RUSSIE

# COMMUNIQUÉ DE LA CONFÉDÉRATION DU TRAVAIL DE RUSSIE (KTR)

### CONFÉDÉRATION DU TRAVAIL DE RUSSIE

La Confédération du travail de Russie, en tant que partie du mouvement syndical international, considérant ses responsabilités directes envers les travailleurs de Russie, d'Ukraine et du monde entier, et

reconnaissant son rôle dans la promotion et la garantie de la paix entre les peuples, est extrêmement bouleversée par les événements qui se déroulent actuellement.

La Confédération du travail de Russie est convaincue que tous les désaccords et toutes les contradictions,

si profonds et anciens soient-ils, doivent être résolus par des négociations, sur la base de la bonne volonté et de l'adhésion au principe de la paix mondiale. Cette vision fait partie intégrante de la perspective mondiale et antimilitariste du mouvement ouvrier depuis plus d'un siècle, et s'est concrétisée par la création d'institutions et de mécanismes internationaux chargés de garantir la paix.

La Confédération du travail de Russie constate, avec une grande amertume, que ce sont les travailleurs de nos pays, des deux côtés, qui souffrent des conséquences directes du conflit militaire. L'intensification du conflit menace de provoquer un choc dévastateur

sur les économies et les systèmes de soutien social de nos nations, ainsi qu'une baisse du niveau de vie des travailleurs. Elle ouvrirait la porte à une vague massive de violations des droits du travail des citoyens travailleurs.

Compte tenu de tout ce qui précède, la Confédération du travail de Russie exprime sa conviction de la nécessité de mettre fin à l'action militaire, aussi rapidement que possible, et de renouer le dialogue et la coexistence pacifiques entre les peuples multinationaux de Russie et d'Ukraine.

25 FÉVRIER 2022

## UKRAINE

# LA RUSSIE A ATTAQUÉ ET COMMENCÉ L'INVASION DE L'UKRAINE

MYKHAILO VOLYNETS, KVTU<sup>1</sup>

Cher·ères frères et sœurs!

Le 24 février, à 5 heures du matin (heure de Kiev), la Russie a lâchement attaqué et commencé l'invasion de l'Ukraine.

Les principales villes ukrainiennes, Odessa, Marioupol, Kharkiv, Tchernihiv, ainsi que les oblasts [entité administrative] de Donetsk et de Louhansk sont attaqués. Les aéroports près de Kiev ont également été attaqués. L'armée et le peuple ukrainiens défendent leur terre.

Aujourd'hui, nous devons nous battre pour notre liberté, notre démocratie et notre paix.

La Confédération des syndicats libres d'Ukraine appelle toutes les organisations syndicales mondiales, les frères et sœurs des syndicats de différents pays à la solidarité.

Le KVPU appelle à poursuivre et à renforcer la pression diplomatique et économique internationale sur la Fédération de Russie et à prendre toutes les mesures possibles pour arrêter la guerre et forcer le retrait de ses forces du territoire de l'Ukraine. Un ensemble efficace de sanctions doit être imposé immédiatement contre la Fédération de Russie. Nous appelons à fournir toute l'assistance possible à l'Ukraine.

---

1. Président de la Confédération des syndicats libres d'Ukraine.

Nous devons nous unir pour arrêter la guerre et assurer la paix en Ukraine, en Europe et dans le monde entier.

Comme nous l'avons déjà signalé, le président de la Fédération de Russie, Vladimir Poutine, par son décret du 21 février, a reconnu les républiques autoproclamées de Luhansk et de Donetsk comme des États souverains et indépendants. En outre, le 21 février, la Fédération de Russie a commencé à faire entrer officiellement les troupes russes dans le territoire occupé des régions de Luhansk et de Donetsk en Ukraine.

Ainsi, selon le droit international humanitaire, la Russie a assumé de déclencher un conflit armé international.

Nous voulons souligner à nouveau que l'Ukraine a observé le régime de cessez-le-feu et respecté les accords, qu'elle n'a pas mené d'actions militaires ou illégales dans les territoires occupés. C'est la Russie qui a commencé l'agression en 2014. Ce sont les forces russes qui ont bombardé les villes de la région de Donetsk et de Luhansk cette semaine. Aussi, nous appelons à ne pas croire la propagande russe.

Non seulement l'indépendance de l'Ukraine, mais aussi la sécurité de l'Europe entière et l'avenir du monde dépendent de notre réponse commune et de notre solidarité.

L'union fait la force!

24 FÉVRIER 2022

Publié par <https://kvpu.org.ua/en/>

## BIÉLORUSSIE

# DÉCLARATION DU COMITÉ EXÉCUTIF DU CONGRÈS DES SYNDICATS DÉMOCRATIQUES DE BIÉLORUSSIE

Aucune nation au monde ne souhaite la guerre. Les peuples russe, ukrainien et biélorussien ne font pas exception. Peu de peuples dans le monde ont subi des pertes aussi terribles et sacrifié la vie de dizaines de millions de leurs citoyens dans leur histoire comme l'ont fait nos trois peuples, des peuples qui sont si proches les uns des autres. Et le fait que le gouvernement russe ait déclenché une guerre contre l'Ukraine aujourd'hui ne peut être compris, justifié ou pardonné. Le fait que l'agresseur ait envahi l'Ukraine depuis le territoire du Belarus avec le consentement des autorités biélorussiennes ne peut être ni justifié ni pardonné.

Des choses irréparables se sont produites, et leurs conséquences à long terme sur la vie de plusieurs générations empoisonneront les relations entre Russes, Ukrainiens et Biélorusses. Au nom des membres des syndicats indépendants du Bélarus, des travailleurs de notre pays, nous nous inclinons devant vous, nos frères et sœurs ukrainiens. Nous vous présentons nos excuses pour la honte, la honte que le gouvernement biélorusse a imposée à tous les Biélorusses, en étant devenu l'allié de l'agresseur et en lui ayant ouvert la frontière avec l'Ukraine.

Toutefois, nous tenons à vous assurer, chers Ukrainien-nes, que la grande majorité des Biélorusses,

y compris les travailleur·euses, condamnent les actions irréfléchies du régime biélorusse actuel qui tolère l'agression russe contre l'Ukraine.

Nous exigeons une cessation immédiate des hostilités et le retrait des troupes russes d'Ukraine, ainsi que du Bélarus. En cette période difficile et fatidique, nous déclarons que nos esprits et nos cœurs sont avec

vous, cher·ères Ukrainien·nes. Nous vous souhaitons de résister et de vaincre.

Vive le Belarus! Gloire à l'Ukraine!

24 FÉVRIER 2022

Publié par <https://bkdp.org/en/>

Traduction Patrick Le Tréhondat

## POLOGNE

# CONTRE LA GUERRE, POUR LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS!

COMITÉ NATIONAL DE L'OZZ INICJATYWA PRACOWNICZA (SYNDICAT D'INITIATIVE DES TRAVAILLEURS, POLOGNE)

Au vu de l'invasion des troupes russes sur l'Ukraine, le comité national d'OZZIP souhaite exprimer sa solidarité envers les civils ukrainiens, les syndicats ukrainiens et les citoyens ukrainiens vivant et travaillant en Pologne.

Nous sommes également solidaires des citoyens de la Fédération de Russie qui protestent contre la guerre et le militarisme en général. Les conflits militaires servent les élites financières qui s'enrichissent grâce au commerce des armes et à l'exploitation des ressources naturelles, ainsi que les gouvernements qui construisent leur capital politique sur la menace de guerre. L'impérialisme – peu importe qui est derrière – est toujours contraire aux intérêts des travailleurs, quelle que soit leur nationalité.

Pour des millions de travailleurs, la bataille mondiale pour le pouvoir et la richesse entraîne la mort,

la destruction et une pauvreté encore plus grande. Les travailleur·euses se battent en première ligne de guerres qu'ils n'ont pas provoquées. Leurs maisons s'effondrent sous les bombes et les roquettes. La semaine dernière, la population ukrainienne a été choquée d'apprendre que des politiciens et des oligarques quittaient l'Ukraine à bord de jets privés et d'avions affrétés. Les syndicats et les organisations sociales ukrainiens ont demandé la nationalisation de leurs richesses et leur affectation au soutien de la population civile.

Plus d'un million de citoyen·nes ukrainien·nes vivent et travaillent en Pologne. Leur nombre augmente également dans les rangs de notre syndicat. Les travailleurs ukrainiens souffrent de conditions de travail très difficiles, souvent en dessous du salaire légal et avec des horaires non réglementés. Le déclenchement de la guerre entraîne une anxiété supplémentaire concernant les êtres chers qu'ils ont laissés dans leur pays et un avenir incertain.

À partir d'aujourd'hui, ils doivent partager leur temps entre la lutte pour la survie en Pologne et le suivi de l'actualité avec les bombes qui tombent sur leur ville natale.

Nous souhaitons exprimer notre entière solidarité avec nos camarades et toutes les victimes de la

guerre. De plus, nous souhaitons déclarer que nous serons présents à toutes les manifestations antiguerre.

Non à la guerre! Oui à la solidarité internationale des travailleurs!

25 FÉVRIER 2022

## INTERNATIONAL

# STOP À L'AGRESSION RUSSE EN UKRAINE! POUR UNE UKRAINE LIBRE ET SOUVERAINE POUR LES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES!

RÉSEAU SYNDICAL INTERNATIONAL DE  
SOLIDARITÉ ET DE LUTTES

Jeudi 24 février, la Russie a commencé son opération militaire en Ukraine après que Vladimir Poutine a reconnu l'indépendance des territoires de Donetsk et de Louhansk.

Les troupes russes ont envahi le territoire du Donbass, attaquant des installations militaires suspectes. Des rapports et des enregistrements font état de bombardements et d'attaques terrestres dans toute l'Ukraine, y compris dans la capitale, Kiev.

Les offensives du gouvernement Poutine visent à affaiblir la résistance militaire afin de renverser le gouvernement Zelensky, qui est subordonné aux intérêts impérialistes des États-Unis, de l'OTAN et de l'Union européenne.

Nous ne pouvons pas accepter la répression militaire et l'intervention contre le peuple qui est le fait de la Russie; il est tout aussi inacceptable d'ouvrir

un espace quelconque aux représentants de l'impérialisme qui cherchent à étendre leur domination avec des guerres qui garantissent le profit et plus de pouvoir pour les capitalistes.

L'invasion militaire russe a des conséquences dramatiques en termes de déplacement de populations, de régression des conditions de vie des travailleurs et travailleuses, de régression des libertés syndicales et autres libertés démocratiques.

La guerre ne profite qu'aux puissants, aux marchands d'armes et aux capitalistes. Les travailleurs, travailleuses, le peuple subiront la mort, la privation de liberté, le viol et le pillage, la destruction. Les conséquences militaires et économiques vont au-delà du territoire de l'Ukraine.

Mais contrairement à ce que les gouvernements, le patronat et la bourgeoisie européennes voudraient nous faire croire, il y a déjà beaucoup d'autres guerres dans le monde! Elles sont alimentées par les ventes d'armes de ceux qui font semblant de regretter cette guerre en Ukraine. Être contre la guerre, c'est rejeter



le militarisme, la course aux armements, les ventes d'armes...

Nous condamnons et dénonçons l'agression de la Russie contre l'Ukraine et exprimons notre entière solidarité avec le peuple attaqué. Pour l'autodétermination des peuples d'Ukraine et pour une Ukraine libérée des griffes de la Russie, de l'OTAN et des impérialistes américains et européens!

Nous appelons les organisations du réseau syndical international de solidarité et de luttes à se joindre aux mobilisations antiguerre dans les prochains jours.

Soutien à ceux et celles qui, en Russie, rejettent la politique de Poutine parce qu'ils et elles se battent pour la paix, la solidarité entre les peuples, contre le nationalisme et l'extrême droite. Soutien aux personnes résidant en Ukraine, qui rejettent toute politique xénophobe, d'exclusion ou fasciste.

Solidarité avec les syndicalistes indépendants d'Ukraine, de Russie, de Biélorussie, de Pologne... dont nous relayons les revendications et les expressions sur le site du Réseau.

26 FÉVRIER 2022

### FRANCE

## GRATUITÉ DES TRANSPORTS POUR LES RÉFUGIÉES D'UKRAINE!

#### SUD-RAIL ET UNION SYNDICALE SOLIDAIRES

Les événements guerriers en cours dans l'est de l'Europe ne peuvent nous laisser indifférents. Toutes les guerres apportent leurs lots de victimes civiles innocentes et des déplacements de réfugié·es qui fuient les bombardements et les violences. Il est établi que l'envahisseur russe entend assujettir l'ensemble de la population ukrainienne à sa domination et ne tolérera aucune opposition civile. Des listes ont été dressées pour soumettre la société civile ukrainienne et les militant·es des droits humains et sociaux, dont les syndicalistes, peuvent légitimement craindre pour leur liberté et leur sécurité.

Aujourd'hui, des centaines de milliers d'Ukrainiens et Ukrainiennes, essentiellement des femmes et

enfants ont déjà dû fuir leur pays, et tentent de trouver refuge en Europe. Les capacités d'accueil dans les pays limitrophes seront rapidement saturées et la France, comme chaque pays européen, doit ouvrir ses frontières et accueillir ces réfugié·es dans les meilleures conditions possibles.

Il est donc nécessaire de mettre en œuvre une aide rapide, concrète et massive pour faciliter le transport de ces personnes partout en Europe, jusqu'à leurs centres d'accueil ou à leurs familles; c'est un impératif de dignité et de solidarité. Déjà, les compagnies ferroviaires allemande, autrichienne, polonaise, hongroise, slovaque, tchèque et roumaine offrent les trains gratuits à tous ressortissant·es d'Ukraine, sur présentation du passeport. Il est inimaginable que la SNCF ne réagisse pas à son tour pour manifester

concrètement son aide et sa solidarité en prolongeant cette gratuité européenne à l'ensemble des trains sur le réseau français.

Nos organisations, qui revendiquent les valeurs du mouvement ouvrier international, du combat universel pour la dignité humaine et l'entraide des travailleurs et travailleuses au-delà de toutes les frontières ont donc saisi le ministre des transports en

tant qu'autorité organisatrice des transports publics en France et le président de la direction du Groupe public ferroviaire SNCF, pour que soit accordée, sans délai, la gratuité totale sur le réseau ferroviaire et dans les transports publics pour tous et toutes les réfugié·es d'Ukraine.

28 FÉVRIER 2022

## CHINE

# LA GUERRE A COMMENCÉ DANS L'OBSCURITÉ

LES PROFESSEURS SUN JIANG (UNIVERSITÉ DE NANJING), WANG LIXIN (UNIVERSITÉ DE PÉKIN), XU GUOQI (UNIVERSITÉ DE HONG KONG), ZHONG WEIMIN (UNIVERSITÉ TSINGHUA), CHEN YAN (FUDAN UNIVERSITY)

**Cette pétition qui circule actuellement parmi les universitaires chinois sur les réseaux sociaux chinois est désormais censurée par les censeurs chinois de l'Internet.**

Aux premières heures du 22 février 2022 (le soir du 21 février à Moscou), le président russe Vladimir Poutine a signé un décret reconnaissant la République populaire de Donetsk et l'État de Lougansk, en tant qu'États indépendants, qui avaient été proclamés par des groupes armés civils dans l'est du pays. Puis, le 24 février, la Fédération de Russie a lancé ses forces aériennes, terrestres et maritimes pour une invasion massive de l'Ukraine.

La communauté internationale a été choquée qu'un membre permanent des Nations unies, une

grande puissance dotée d'armes nucléaires, se batte contre un frère plus faible. À quoi cette guerre va-t-elle mener? Conduira-t-il à une guerre mondiale à grande échelle? Les grandes catastrophes de l'histoire ont souvent commencé par des conflits locaux. L'opinion publique internationale est inquiète.

Depuis des jours, Internet retransmet en direct cette guerre: ruines, bruits d'artillerie, réfugiés... Nous sommes profondément peiné·es de voir les blessures que subit l'Ukraine. En tant que citoyens d'un pays qui a subi des ravages, des familles brisées, connu des personnes affamées, et a été contraint d'abandonner une partie de son territoire national... nous rappelons que ce genre de souffrances et d'humiliations a forgé notre propre conscience historique, et nous partageons la douleur du peuple ukrainien comme si c'était la nôtre.

Au cours des derniers jours, les Ukrainiens de tous bords se sont prononcés contre cette guerre. Le peuple ukrainien s'est levé. Les grands-mères ukrainiennes réprimant sévèrement ces invités indésirables, les grands-pères ukrainiens déplorent les

maux de la guerre et les filles ukrainiennes de 9 ans appellent à la paix en larmes. À Moscou, à Saint-Petersbourg, dans d'autres villes, les citoyens sont descendus dans la rue et les scientifiques ont publié des déclarations antiguerre. Les voix de la paix et de la protestation contre la guerre ont ému les cœurs et les esprits au-delà des frontières internationales.

Au cours des derniers jours, nous avons suivi de près les développements. Nous avons pensé au passé et à l'avenir. Au milieu de cette clameur, nous sentons que nous aussi devons faire entendre notre voix.

Nous nous sommes fermement opposés à la guerre de la Russie contre l'Ukraine. L'invasion par la force d'un État souverain par la Russie, quelles que soient les raisons ou les excuses que la Russie peut avoir pour ses actions, est une violation des normes des relations internationales fondées sur la charte des Nations unies et une violation du système de sécurité international existant.

Nous soutenons fermement les actions du peuple ukrainien pour la défense de son pays. Nous craignons que l'usage de la force par la Russie n'entraîne une déstabilisation de la situation en Europe et dans le monde dans son ensemble et ne conduise à une catastrophe humanitaire plus large.

Nous demandons instamment au gouvernement russe et au président Poutine d'arrêter cette guerre et de régler le différend par des négociations. La politique de puissance détruira non seulement les réalisations de la civilisation et les principes de la justice internationale, mais apportera également une grande honte et un désastre à la nation russe.

La paix commence par le désir du cœur humain. Nous nous opposons aux guerres injustes.

26 FÉVRIER 2022

<https://gaodawei.wordpress.com/2022/02/26/2022-prc-profs-our-attitude-towards-russias-invasion-of-ukraine/>

Traduction Patrick Le Tréhondat

## HONG KONG

# SUR LA GUERRE D'INVASION MENÉE PAR LA RUSSIE CONTRE L'UKRAINE

UN GROUPE D'ÉTUDIANT·ES DE L'UNIVERSITÉ DE HONG KONG

Dans un rêve de Russie tsariste et dans le but de rivaliser pour l'hégémonie mondiale, Poutine du Kremlin a officiellement lancé jeudi (24 février) une guerre d'invasion impérialiste contre l'Ukraine. Depuis les révolutions de 1989 en Europe de l'Est,

le monde est à nouveau à la croisée des chemins : soit la libération des opprimé·es, soit l'abîme de la tyrannie barbare.

En tant qu'étudiant·es universitaires, regarder le monde tout en étant sur le sol de Hong Kong est l'une de nos responsabilités. Nous aimerions donner des réponses à la crise mondiale comme suit.

### INSISTER SUR LA POSITION ANTIGUERRE

Depuis le début de la guerre, il y a eu différents discours sur l'invasion russe, les chauvins pro-russes ont observé l'escalade de la situation avec joie, les pays occidentaux et l'Asie de l'Est n'ont pris aucune mesure substantielle, et même les talibans, qui ont écrasé le peuple afghan par la force, se sont comportés en gardiens de la paix et ont appelé à la négociation. L'agression, la guerre civile et le désordre qui s'ensuit ont toujours été les ruses de l'impérialisme, et dans un tel état de chaos, les personnes qui souffrent de la guerre et sont opprimées par différents régimes doivent s'unir une fois de plus, et reconstruire les fronts antiguerre que nous avons vus autrefois lors de la guerre du Vietnam et de la guerre d'Irak – nous nous opposons non seulement à l'agression militaire commandée par Poutine, mais aussi à l'OTAN, qui a conduit à la crise en Ukraine; nous sommes solidaires des milliers de manifestants antiguerre en Russie pour insister sur une position antiguerre internationaliste.

### S'OPPOSER À L'ATTITUDE HYPOCRITE REPRÉSENTÉE PAR LES ÉTATS-UNIS

Après le déclenchement de la guerre, les pays occidentaux, menés par les États-Unis, n'ont apporté aucune contribution substantielle à la résolution du conflit, si ce n'est leur condamnation provocatrice de la Russie. Ils ont affirmé qu'il y aurait de graves conséquences après l'invasion militaire offensive de la Russie. Ces condamnations absurdes ont peu d'impact sur les décisions aventureuses de la Russie et ne contribuent guère à un compromis politique équitable. De 1945 à 1989, plus de 300 guerres ont eu lieu dans le monde. Les États-Unis ont lancé à

eux seuls 30 opérations militaires majeures, tandis que les Nations unies, dirigées par l'Occident, n'ont pas émis d'opposition ferme à ces opérations invasives. Combien de personnes innocentes et pauvres ont été envoyées sur le champ de bataille? Qu'ont apporté les condamnations occidentales pendant ces guerres? Ce dont l'Ukraine a besoin, ce ne sont définitivement pas des chèques en bois que la société occidentale émet depuis le siècle dernier. Ce dont l'Ukraine a besoin, c'est d'un soutien substantiel qui vise à un accord politique équitable et durable prenant en considération le bien-être de tous les citoyens ukrainiens.

### SOUTENIR L'AUTODÉTERMINATION DU PEUPLE UKRAINIEN

Entre le chauvinisme grand-russe et les ambitions expansionnistes de l'OTAN, c'est le peuple ukrainien et les minorités ethniques divisées et opprimées qui font les frais de l'échec des négociations entre les deux gouvernements populistes. La République soviétique établie par la Russie après la révolution d'octobre 1917 préconisait l'établissement d'une alliance nationale volontaire.

L'Ukraine, qui avait été longtemps opprimée par la Russie impériale, a alors été libérée du carcan d'une nation subordonnée et de la haine du nationalisme, et a pu s'autodéterminer. Cependant, sous la dictature stalinienne, l'Ukraine est tombée aux mains du fascisme et de l'impérialisme. Dans l'ère post-soviétique actuelle, l'Ukraine est toujours un champ de bataille pour la Russie impériale de Poutine et les forces de l'OTAN. Il est clair que ni la collusion avec la Russie ni la confiance dans les puissances occidentales ne peuvent permettre de sortir de cette situation difficile. L'Ukraine ne devrait jamais être un pion dans la contestation des grandes puissances.

Nous soutenons donc fermement l'autodétermination du peuple ukrainien, tout comme le gouvernement révolutionnaire ukrainien s'est battu pour la «liberté d'association», l'«internationalisme» et la «libération nationale» au début du 20<sup>e</sup> siècle.

### QUE PEUT FAIRE LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE?

La meilleure façon pour la communauté internationale d'aider l'Ukraine tout en exerçant une pression sur la Russie est de : 1) confisquer les biens et les actifs des oligarques et des fonctionnaires russes ; 2) élaborer un plan visant à restaurer les zones touchées par la guerre et à soutenir la population locale avec les biens confisqués aux oligarques russes et ukrainiens, accumulés par le pillage et l'exploitation en premier lieu ; 3) abolir la dette extérieure de l'Ukraine et de soutenir l'économie ukrainienne déchirée par la guerre. [...]

La communauté internationale ne peut pas compter sur les bureaucrates, mais doit s'unir et faire pression sur leurs gouvernements : à l'instar de ces actes vraiment significatifs dont ont fait preuve des milliers de manifestants antiguerre en Russie, qui ont protesté contre les atrocités commises par leur gouvernement.

### QUE POUVONS-NOUS FAIRE À HONG KONG?

Alors que la société civile de Hong Kong est également en recul, d'innombrables Hongkongais-es se préoccupent toujours de la situation en Ukraine. Certains journalistes courageux se sont portés volontaires pour documenter la situation dans la région, d'autres ont fait des dons au gouvernement et aux entreprises ukrainiennes, dans l'espoir d'aider l'Ukraine à lutter contre la Russie. Tout en déployant tous nos efforts pour aider l'Ukraine, nous ne devons pas oublier de rechercher les causes et les conséquences de cette guerre d'agression, et d'approfondir l'histoire multiethnique de l'Ukraine qui a été intentionnellement déformée, voire effacée. Nous devons également nous informer et nous donner les moyens d'agir, et tisser des liens avec tous les opprimés du monde.

Nous sommes aux côtés de tous les opprimés u monde.

26 FÉVRIER 2022

[https://docs.google.com/forms/d/e/1FAIpQLScZaAQ5a-ZGNCYoYxxdA7fcJBBz-MCSmCIURH3mvXSpS9g\\_Xw/viewform](https://docs.google.com/forms/d/e/1FAIpQLScZaAQ5a-ZGNCYoYxxdA7fcJBBz-MCSmCIURH3mvXSpS9g_Xw/viewform)

Traduction: Patrick Le Tréhondat

## ÉTAT ESPAGNOL

# SOLIDARITÉ AVEC LES REFUZNIKS EN UKRAINE ET EN RUSSIE

LES FEMMES EN NOIR CONTRE LA GUERRE  
(MADRID)

Ces dernières semaines, la possibilité que la Russie entre en Ukraine s'est renforcée. Il semble que des mercenaires soient recrutés en Russie et que du carburant et des équipements militaires soient acheminés vers les régions de Donetsk et de Lugansk, en Ukraine. En réponse, l'Ukraine s'arme et l'OTAN envoie des forces supplémentaires en Europe de l'Est. Malgré les efforts de négociation, la tension continue de croître et, à l'heure actuelle, il n'y a aucune lueur d'une solution diplomatique à la crise. [...]

D'autre part, le peuple russe devient l'otage de la politique étrangère de son gouvernement. Il vit non seulement dans l'incertitude de l'éventualité d'une guerre, mais subit également une hausse significative des prix et une baisse de la valeur de la monnaie nationale. Cependant, il n'y a pas de débat public, un seul point de vue est exprimé à la télévision d'État, et c'est celui des partisans de la guerre. À la télévision, on n'entend que des menaces militaires directes, l'agressivité et la haine envers l'Ukraine, l'Amérique et les pays occidentaux. Mais le plus dangereux est que la guerre est présentée comme une ligne de conduite acceptable et inévitable dans les circonstances actuelles.

C'est un effort pour tromper et séduire le peuple, pour imposer l'idée d'une guerre juste avec l'Occident

au lieu de développer le pays et d'élever le niveau de vie de ses citoyen·nes.

Pendant ce temps, l'attention est détournée de la répression du gouvernement russe vers les moyens de communication dissidents et les ONG indépendantes telles que Memorial International.

Les femmes en noir contre la guerre croient qu'une politique fondée sur la promotion de l'idée que la guerre est une solution valable pour un conflit est immorale.

Ces dernières semaines, la possibilité que la Russie entre en Ukraine s'est renforcée. Il semble que des mercenaires soient recrutés en Russie et que du carburant et des équipements militaires soient acheminés vers les régions de Donetsk et de Lugansk, en Ukraine. En réponse, l'Ukraine s'arme et l'OTAN envoie des forces supplémentaires en Europe de l'Est. Malgré les efforts de négociation, la tension continue de croître et, à l'heure actuelle, il n'y a aucune lueur d'une solution diplomatique à la crise. Le peuple ukrainien se retrouve ainsi dans une situation délicate.

D'autre part, le peuple russe devient l'otage de la politique étrangère de son gouvernement. Ils vivent non seulement dans l'incertitude de l'éventualité d'une guerre, mais subissent également une hausse significative des prix et une baisse de la valeur de la monnaie nationale.

Cependant, il n'y a pas de débat public, un seul point de vue est exprimé à la télévision d'État, et c'est celui des partisans de la guerre. À la télévision,

on n'entend que des menaces militaires directes, l'agressivité et la haine envers l'Ukraine, l'Amérique et les pays occidentaux. Mais le plus dangereux est que la guerre est présentée comme une ligne de conduite acceptable et inévitable dans les circonstances actuelles. C'est un effort pour tromper et séduire le peuple, pour imposer l'idée d'une guerre juste avec l'Occident au lieu de développer le pays et d'élever le niveau de vie de ses citoyen·nes.

Pendant ce temps, l'attention est détournée de la répression du gouvernement russe vers les moyens de communication dissidents et les ONG indépendantes telles que Memorial International.

Soutenir les groupes pacifistes qui, en Russie et en Ukraine, s'efforcent de dénoncer la situation, en

indiquant les discours de haine et en proclamant leur position en faveur d'une solution pacifique au conflit.

Dénoncer l'action de l'Union européenne, plus soucieuse de fournir du gaz bon marché aux pays d'Europe occidentale que de garantir la sécurité de la population civile d'Ukraine.

Exiger de notre gouvernement qu'il abandonne l'OTAN et tout type d'organisation militaire internationale et, par conséquent, qu'il entrave le déroulement du sommet de l'OTAN qui doit se tenir à Madrid les 29 et 30 juin 2022.

22 FÉVRIER 2022

Publié par *Secularism is a Women's Issue*

## RUSSIE

# APPEL AUX FÉMINISTES DU MONDE ENTIER

### RÉSISTANCE FÉMINISTE ANTIGUERRE

**Ce texte est un manifeste de féministes russes unies contre la guerre et l'occupation en Ukraine. Dans la Russie contemporaine, le féminisme est l'un des rares mouvements d'opposition à ne pas avoir été détruit par les vagues de persécutions menées par le gouvernement de Vladimir Poutine. Plusieurs dizaines de groupes féministes sont actifs dans au moins 30 villes de Russie.**

Le 24 février, vers 5h30 du matin, heure de Moscou, le président russe Vladimir Poutine a annoncé une «opération spéciale» sur le territoire de

l'Ukraine visant à «dénazifier» et «démilitariser» cet État souverain. Cette opération était préparée depuis longtemps. Depuis plusieurs mois, les troupes russes se rapprochaient de la frontière avec l'Ukraine. Dans le même temps, les dirigeants de notre pays ont nié toute possibilité d'attaque militaire. Maintenant, nous savons qu'il s'agissait d'un mensonge.

La Russie a déclaré la guerre à son voisin. Elle n'a pas laissé à l'Ukraine le droit à l'autodétermination ni l'espoir de mener une vie en paix. Nous déclarons – et ce n'est pas la première fois – que la guerre est menée depuis huit ans à l'initiative du gouvernement russe. La guerre dans le Donbass est une conséquence de l'annexion illégale de la Crimée. Nous pensons que la Russie et son président

ne sont pas et n'ont jamais été préoccupés par le sort des habitants de Louhansk et de Donetsk, et que la reconnaissance des républiques huit ans après leur proclamation n'était qu'un prétexte pour envahir l'Ukraine sous couvert de libération.

En tant que citoyennes russes et féministes, nous condamnons cette guerre. Le féminisme, en tant que force politique, ne peut être du côté d'une guerre d'agression et d'une occupation militaire. Le mouvement féministe en Russie lutte en faveur des groupes vulnérables et pour le développement d'une société juste offrant l'égalité des chances et des perspectives, et dans laquelle il ne peut y avoir de place pour la violence et les conflits militaires.

La guerre est synonyme de violence, de pauvreté, de déplacements forcés, de vies brisées, d'insécurité et d'absence d'avenir. Elle est inconciliable avec les valeurs et les objectifs essentiels du mouvement féministe. La guerre exacerbe les inégalités de genre et fait reculer de nombreuses années les acquis en matière de droits humains. La guerre apporte avec elle non seulement la violence des bombes et des balles, mais aussi la violence sexuelle: comme l'histoire le montre, pendant la guerre, le risque d'être violée est multiplié pour toutes les femmes. Pour ces raisons et bien d'autres, les féministes russes et celles qui partagent les valeurs féministes doivent prendre une position forte contre cette guerre déclenchée par les dirigeants de notre pays.

La guerre actuelle, comme le montrent les discours de Vladimir Poutine, est également menée sous la bannière des «valeurs traditionnelles» proclamées par les idéologues du gouvernement – des valeurs que la Russie, telle un missionnaire, aurait décidé de promouvoir dans le monde entier, en utilisant la violence contre celles et ceux qui refusent de les accepter ou qui ont d'autres opinions. Toute personne dotée

d'esprit critique comprend bien que ces «valeurs traditionnelles» incluent l'inégalité de genre, l'exploitation des femmes et la répression d'État contre celles et ceux dont le mode de vie, l'identité et les agissements ne sont pas conformes aux normes patriarcales étroites. L'occupation d'un État voisin est justifiée par le désir de promouvoir ces normes si faussées et de poursuivre une «libération» démagogique; c'est une autre raison pour laquelle les féministes de toute la Russie doivent s'opposer à cette guerre de toutes leurs forces.

Aujourd'hui, les féministes sont l'une des rares forces politiques actives en Russie. Pendant longtemps, les autorités russes ne nous ont pas perçues comme un mouvement politique dangereux, et nous avons donc été temporairement moins touchées par la répression d'État que d'autres groupes politiques. Actuellement, plus de 45 organisations féministes différentes agissent dans tout le pays, de Kaliningrad à Vladivostok, de Rostov-sur-le-Don à Oulan-Oudé et Mourmansk.

Nous appelons les féministes et les groupes féministes de Russie à rejoindre la résistance féministe antiguerre et à unir leurs forces pour s'opposer activement à la guerre et au gouvernement qui l'a déclenchée.

Nous appelons également les féministes du monde entier à se joindre à notre résistance. Nous sommes nombreuses, et ensemble nous pouvons faire beaucoup: au cours des dix dernières années, le mouvement féministe a acquis un énorme pouvoir médiatique et culturel. Il est temps de le transformer en pouvoir politique.

Nous sommes l'opposition à la guerre, au patriarcat, à l'autoritarisme et au militarisme. Nous sommes l'avenir qui prévaudra.



## NOUS APPELONS LES FÉMINISTES DU MONDE ENTIER

■ À rejoindre des manifestations pacifiques et à lancer des campagnes de terrain et en ligne contre la guerre en Ukraine et la dictature de V. Poutine, en organisant vos propres actions. N'hésitez pas à utiliser le symbole du mouvement de Résistance féministe antiguerre dans vos documents et publications, ainsi que les hashtags #FeministAntiWarResistance et #FeministsAgainstWar.

■ À propager les informations sur la guerre en Ukraine et l'agression de V. Poutine. Nous avons besoin que le monde entier soutienne l'Ukraine en

ce moment et refuse d'aider le régime de Poutine de quelque manière que ce soit.

■ À partager ce manifeste autour de vous. Il est nécessaire de montrer que les féministes sont contre cette guerre – et tout type de guerre. Il est également essentiel de montrer qu'il existe encore des militantes russes prêtes à s'unir pour s'opposer au régime de Vladimir Poutine. Nous risquons toutes d'être victimes de la répression d'État désormais et nous avons besoin de votre soutien.

<https://t.me/femagainstwar>

Traduit de Jacobinmag.com par [www.europe-solidaire.org/](http://www.europe-solidaire.org/)

## ÉTAT ESPAGNOL

# L'ABSENCE DE SOLIDARITÉ EST UNE FAUTE ET UN DÉNI D'HUMANISME

CAMINAR<sup>2</sup>

Nous sommes descendants et amis des exilés de l'Espagne républicaine. Nos parents, nos amis ont subi il y a quatre-vingt-six ans des interventions extérieures sans lesquelles un quarteron de généraux putschistes n'aurait pu imposer au peuple espagnol une dictature sanglante qui s'est prolongée pendant plus de quarante années.

La guerre ne doit pas être la poursuite de la politique par d'autres moyens

À ce titre nous ne pouvons que condamner l'agression militaire décidée par le président Poutine contre un État souverain, l'Ukraine. C'est sous l'égide de l'ONU, dans le respect des principes du droit international et de la diversité des populations des États souverains constituant la communauté internationale, que doivent se résoudre les conflits éventuels et non par la guerre et l'occupation.

Descendants et amis de l'exil républicain, nous savons les souffrances engendrées par la guerre. Pour beaucoup des nôtres, elle a été à l'origine d'un exil définitif. La solidarité avec ceux qui souffrent est un devoir.

---

2. Coopération entre organisations mémorielles des descendant·es et ami·es des exilé·es de l'Espagne républicaine

Le France des droits humains a accueilli dans des conditions souvent inhumaines et indignes les exilés de la République espagnole.

Déjà par centaines de milliers des Ukrainiens, femmes et enfants, fuient les combats cherchant refuge dans des États limitrophes.

Nous exigeons que notre pays, la France, remplisse ses devoirs humanitaires et respecte enfin un droit d'asile malheureusement mis à mal à l'occasion des conflits récents du Moyen-Orient et de l'Afrique.

26 FÉVRIER 2022

<https://coordination-caminar.org/blg/>

## POLOGNE

# INTERVIEW DE WITALIJ MACHINKO, SYNDICAT DE SOLIDARITÉ DES TRAVAILLEURS (TRUDOWA SOLIDARNIST, KIEV)

**Propos recueillis par Ignacy Józwiak, du syndicat polonais OZZ-IP, membre du Réseau syndical international de solidarité et de luttes.**

*Vitaly, tout d'abord, dites-nous quelle est la situation actuelle des travailleurs des travailleuses en Ukraine. Que font les membres de votre syndicat?*

Certains et certaines vont travailler et d'autres restent à la maison ou se cachent dans des abris antibombes. Une partie essaie d'aller en Pologne, d'autres sont partis en Ukraine occidentale pour rester avec leurs familles.

*Le travail continue?*

Oui, la guerre ne donne pas de congé. Ceux qui ne sont pas partis et pour qui les circonstances le permettent, travaillent. Même sur le territoire contrôlé par la Fédération de Russie.

*Quelle est la situation actuelle des travailleurs et travailleuses en Ukraine?*

Elle est très mauvaise, la situation des travailleurs et travailleuses, et leurs droits, seront désormais la dernière préoccupation de tous.

*Alors, quel rôle les syndicats peuvent-ils jouer dans ces conditions difficiles de guerre, et comment pouvons-nous vous soutenir?*

Je vois deux axes principaux de soutien. Le premier concerne la protection des réfugié.es ukrainien.nes et des migrant.es ukrainien.nes en Pologne. Et le second est la collecte de fonds pour les citoyens et citoyennes qui sont restés en Ukraine et sont devenus des réfugié.es ou sont resté.es dans des territoires où se déroulent des hostilités.

Quant à la Pologne, malheureusement, une grande partie des entreprises polonaises essaieront de profiter du contexte. Les réfugié.es d'Ukraine ne connaissent pas la réglementation, ne parlent pas la langue, donc la situation est très difficile. Ils et elles seront obligé.es d'accepter des emplois différents de ceux qu'ils et elles avaient. Je suis très préoccupé par

cette énorme exploitation illégale qui va être faite de nos concitoyens·nes d'Ukraine. Avec un tel afflux de réfugiés, ce problème sera beaucoup plus aigu qu'en 2015, 2016. C'est pourquoi nous avons besoin de l'aide des syndicats polonais et des syndicats européens en général pour aider les travailleurs et travailleuses ukrainien·es à protéger leurs droits.

J'espère qu'il y aura le moins besoin possible de votre aide. La deuxième direction dans laquelle les syndicats polonais pourraient nous aider est l'organisation de l'acheminement des produits de première nécessité, des médicaments essentiels qui sont déjà indispensables en Ukraine et le seront encore plus dans un proche avenir. Si nous considérons notre expérience de quatorze ans dans le Donbass et l'appliquons à la situation actuelle en Ukraine, dans les grandes villes comme Kiev et Kharkiv, où les hostilités sont en cours, avec le niveau de population ce sera une énorme catastrophe. Si ces actions

sont prolongées d'une semaine supplémentaire, nous aurons une crise humanitaire importante, déjà commencée. Vous devez essayer, même si vous ne pouvez pas l'empêcher, au moins de minimiser cela. C'est pourquoi j'espère l'aide des syndicats européens.

*Qu'aimeriez-vous dire aux syndicats et aux personnes issues des mouvements de gauche en Pologne, en Europe et dans le monde?*

Je voudrais demander à tout le monde de soutenir l'Ukraine, de soutenir les réfugié·es ukrainien·es, les migrant·es ukrainien·es et d'aider tout le monde en Ukraine. Rester avec nous. Ensemble nous vaincrons. Il est important d'envoyer un signal clair aux employeurs qu'il n'y aura pas de place pour leurs éventuelles pratiques déloyales. Ils doivent avoir peur de cela : nous sommes déjà en colère maintenant, ne nous énervez pas encore plus.

27 FÉVRIER 2022

## FRANCE

# DES MOYENS POUR ACCUEILLIR ET SCOLARISER LES ÉLÈVES ET ÉTUDIANT·ES UKRAINIEN·NES

### SUD-ÉDUCATION

Sud-Éducation, avec l'Union syndicale Solidaires, condamne l'agression de la Russie contre l'Ukraine et apporte toute sa solidarité à la population qui subit la guerre déclenchée par le gouvernement russe. Elle en subit déjà les conséquences : morts, destructions d'habitations et de l'appareil productif, et déplacements de populations.

Près de 500 000 personnes ont d'ores et déjà traversé les frontières. Des camps se dressent dans les États limitrophes de l'Ukraine. Une procédure accélérée est à l'étude par l'Union européenne, afin de protéger ces réfugié·es, en majorité des femmes et des enfants, les hommes étant majoritairement réquisitionnés.

Sud-Éducation appelle le gouvernement français à prendre largement sa part dans l'accueil de ces

réfugié·es et demande en conséquence l'ouverture de structures scolaires adaptées concernant la scolarisation des enfants, telles que les UPE2A, ainsi que le recrutement d'encadrant·es et d'enseignant·es titulaires ou titularisables ainsi que la gratuité des frais d'inscription dans les universités et à la Sécurité sociale pour les étudiant·es réfugié·es.

Une attention particulière devra être portée aux mineur·es non-accompagné·es: leurs droits fondamentaux à une scolarité, une orientation choisie, la santé, le logement, l'alimentation, doivent être garantis. SUD-Éducation revendique à cet égard des moyens pour l'amélioration des conditions d'existence des MNA déjà présent·es sur le territoire français. Leur place est à l'école; ni dans un CRA, ni dans la rue, ni dans un avion de retour.

Sud-Éducation salue la solidarité des peuples d'Europe envers les réfugié·es de l'Ukraine. Cette solidarité montre qu'il est possible d'accueillir massivement des exilé·es, et qu'il est possible de se donner les moyens d'un accueil digne. Sud dénonce les refoulements et menaces dont sont victimes les réfugié·es d'origine extra-européenne lorsqu'ils et elles cherchent à fuir le conflit au même titre que les Ukrainien·nes

Toute personne réclamant une protection internationale quel que soit son sexe, son genre, sa religion, sa provenance, son âge doit pouvoir obtenir une protection.

Sud-Éducation invite les personnels à rejoindre les collectifs de défense de migrant·es déjà existants tels que le Réseau éducation sans frontières (RESF).

28 FÉVRIER 2022

[sudeducation.org](http://sudeducation.org)

**L'Ukraine invite les mères inquiètes des soldats russes capturés sur le champ de bataille à venir chercher leurs fils. «Une décision a été prise de remettre les soldats russes capturés à leurs mères si elles viennent les chercher en Ukraine, à Kiev», indique le ministère de la défense dans un communiqué. Kiev a ouvert une ligne d'assistance téléphonique pour les parents russes afin de savoir si leurs fils sont parmi les morts ou capturés. Le ministère de la défense a publié des numéros de téléphone et une adresse e-mail pour fournir des informations sur les Russes capturés, et les mères seront invitées à Kiev pour récupérer leurs fils disparus. «Vous serez reçu et emmené à Kiev où votre fils vous sera rendu», indique le communiqué du ministère. «Contrairement aux fascistes de Poutine, nous, les Ukrainiens, ne faisons pas la guerre aux mères et à leurs enfants capturés.»**



# RÉFLEXIONS ET POSITIONS



© Lukas Bauer / REUTERS

## UKRAINE

# LETTRE DE KIEV À LA GAUCHE OCCIDENTALE

TARAS BILOUS<sup>1</sup>

J'écris ces lignes à Kiev, alors que la ville est attaquée par l'artillerie. Jusqu'à la dernière minute, j'avais espéré que les troupes russes ne lanceraient pas une invasion à grande échelle. Maintenant, je ne peux que remercier ceux qui ont transmis l'information aux services de renseignement des États-Unis.

Hier, j'ai passé la moitié de la journée à me demander si je devais rejoindre une unité de défense territoriale. Dans la nuit qui a suivi, le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, a signé un ordre de mobilisation générale et les troupes russes ont avancé et se sont préparées à encercler Kiev, ce qui m'a décidé.

Mais avant de prendre mon poste, je voudrais communiquer à la gauche occidentale ce que je pense de sa réaction face à l'agression de la Russie contre l'Ukraine.

Tout d'abord, je suis reconnaissant aux membres de la gauche qui organisent maintenant des piquets de grève devant les ambassades russes – même ceux qui ont pris leur temps pour comprendre que la Russie était l'agresseur dans ce conflit. Je suis reconnaissant aux politiciens qui soutiennent l'idée de faire pression sur la Russie pour qu'elle mette fin à l'invasion et retire ses troupes. Et je suis reconnaissant envers la délégation de députés, de syndicalistes et de militants britanniques et gallois qui sont venus

nous soutenir et nous écouter dans les jours qui ont précédé l'invasion russe. Je suis également reconnaissant à la Campagne de solidarité avec l'Ukraine au Royaume-Uni pour son aide pendant de nombreuses années.

Cet article concerne l'autre partie de la gauche occidentale. Ceux qui ont imaginé «l'agression de l'OTAN en Ukraine», et qui étaient incapables de voir l'agression russe – comme la section de la Nouvelle-Orléans des Socialistes démocrates d'Amérique (DSA). Ou le comité international de DSA, qui a publié une déclaration honteuse ne disant pas un seul mot critique contre la Russie (je suis très reconnaissant à Stephen R. Shalom, Dan La Botz. Thomas Harrison pour leur critique de cette déclaration). Ou ceux qui ont critiqué l'Ukraine pour ne pas avoir appliqué les accords de Minsk et ont gardé le silence sur la violation de ces accords par la Russie et les prétendues «républiques populaires» [Donetsk et Lougansk]. Ou ceux qui ont exagéré l'influence de l'extrême droite en Ukraine, mais n'ont pas remarqué l'extrême droite dans les «républiques populaires» et ont évité de critiquer la politique conservatrice, nationaliste et autoritaire de Poutine. Vous êtes en partie responsable de ce qui se passe.

Cela fait partie d'un phénomène plus large dans le mouvement «antiguerre» occidental, généralement appelé «campisme» par les critiques de la gauche. L'autrice et militante britannico-syrienne Leila Al-Shami lui a donné un nom plus fort: l'«anti-impérialisme des idiots». Lisez son merveilleux

---

1. Historien, membre de l'organisation ukrainienne Social Movement et éditeur de la revue *Commons*.

essai de 2018 si vous ne l'avez pas encore fait. Je ne répéterai ici que la thèse principale : l'activité d'une grande partie de la gauche «antiguerre» occidentale sur la guerre en Syrie n'avait rien à voir avec l'arrêt de la guerre. Elle s'est seulement opposée à l'ingérence occidentale, tout en ignorant, voire en soutenant, l'engagement de la Russie et de l'Iran, sans parler de leur attitude envers le régime Assad «légitimement élu» en Syrie.

«Un certain nombre d'organisations antiguerre ont justifié leur silence sur les interventions russes et iraniennes en arguant que l'ennemi principal est à la maison, écrit Al-Shami. Cela les dispense d'entreprendre toute analyse sérieuse du pouvoir pour déterminer qui sont réellement les principaux acteurs de la guerre.» Malheureusement, nous avons vu le même cliché idéologique se répéter à propos de l'Ukraine. Même après que la Russie a reconnu l'indépendance des «républiques populaires» en début de semaine, Branko Marcetic, rédacteur du magazine états-unien de gauche *Jacobin*, a rédigé un article presque entièrement consacré à la critique des États-Unis. En ce qui concerne les actions de Poutine, il est allé jusqu'à faire remarquer que le dirigeant russe avait «signalé des ambitions moins que bienveillantes». Sérieusement?

Je ne suis pas un fan de l'OTAN. Je sais qu'après la fin de la guerre froide, le bloc (OTAN) a perdu sa fonction défensive et a mené des politiques agressives. Je sais que l'expansion de l'OTAN vers l'est a sapé les efforts visant au désarmement nucléaire et à former un système de sécurité commun. L'OTAN a tenté de marginaliser le rôle des Nations unies et de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), et de les discréditer en les qualifiant d'«organisations inefficaces». Mais nous ne pouvons pas revenir sur le passé. Nous devons nous fixer sur

les circonstances actuelles lorsque nous cherchons un moyen de sortir de cette situation.

Combien de fois la gauche occidentale a-t-elle évoqué les promesses informelles des États-Unis à l'ancien président russe, Mikhaïl Gorbatchev, au sujet de l'OTAN («pas un pouce vers l'est»), et combien de fois a-t-elle mentionné le Mémorandum de Budapest de 1994, qui garantit la souveraineté de l'Ukraine? Combien de fois la gauche occidentale a-t-elle soutenu les «préoccupations légitimes en matière de sécurité» de la Russie, un État qui possède le deuxième plus grand arsenal nucléaire du monde? Et, par contre, combien de fois a-t-elle rappelé les préoccupations sécuritaires de l'Ukraine, un État qui a dû échanger ses armes nucléaires, sous la pression des États-Unis et de la Russie, contre un morceau de papier (le Mémorandum de Budapest) que Poutine a piétiné définitivement en 2014? Les critiques de gauche de l'OTAN ont-ils jamais pensé que l'Ukraine est la principale victime des changements provoqués par l'expansion de l'OTAN?

À maintes reprises, la gauche occidentale a répondu à la critique de la Russie en mentionnant l'agression des États-Unis contre l'Afghanistan, l'Irak et d'autres États. Bien sûr, ces États doivent être inclus dans la discussion – mais comment, exactement?

L'argument de la gauche devrait être qu'en 2003, les autres gouvernements n'ont pas exercé suffisamment de pression sur les États-Unis à propos de l'Irak. Non pas qu'il soit nécessaire d'exercer moins de pression sur la Russie au sujet de l'Ukraine maintenant.

### UNE ERREUR ÉVIDENTE

Imaginez un instant qu'en 2003, lorsque les États-Unis se préparaient à envahir l'Irak, la Russie se soit comportée comme les États-Unis l'ont fait ces dernières semaines, avec des menaces d'escalade.



Imaginez maintenant ce que la gauche russe aurait pu faire dans cette situation, selon le dogme «notre principal ennemi est chez nous». Aurait-elle critiqué le gouvernement russe pour cette «escalade», en disant qu'il «ne devrait pas réduire les contradictions interimpérialistes»? Il est évident pour tout le monde qu'un tel comportement, dans ce cas, aurait été une erreur. Pourquoi n'était-ce pas évident dans le cas de l'agression contre l'Ukraine?

Si les États-Unis et la Russie parvenaient à un accord et commençaient une nouvelle guerre froide contre la Chine, serait-ce vraiment ce que nous voulons?

Dans un autre article de *Jacobin* datant du début de ce mois, Marcetic est allé jusqu'à dire que Tucker Carlson de Fox News avait «complètement raison» à propos de la «crise ukrainienne». Ce que Carlson avait fait, c'était remettre en question «la valeur stratégique de l'Ukraine pour les États-Unis». Même Tariq Ali, dans la *New Left Review*, a cité de manière approuvante le calcul de l'amiral allemand Kay-Achim Schönbach, qui a déclaré qu'exprimer du «respect» à Poutine au sujet de l'Ukraine était «un coût faible, voire nul» étant donné que la Russie pourrait être un allié utile contre la Chine. Êtes-vous sérieux? Si les États-Unis et la Russie pouvaient s'entendre et commencer une nouvelle guerre froide contre la Chine en tant qu'alliés, serait-ce vraiment ce que nous voulons?

### RÉFORMER L'ONU

Je ne suis pas un fan de l'internationalisme libéral. Les socialistes devraient le critiquer. Mais cela ne signifie pas que nous devons soutenir la division des «sphères d'intérêt» entre les États impérialistes. Au lieu de chercher un nouvel équilibre entre les deux impérialismes, la gauche doit lutter pour une

démocratisation de l'ordre de sécurité international. Nous avons besoin d'une politique mondiale et d'un système mondial de sécurité internationale. Nous avons ce dernier: c'est l'ONU. Oui, elle a beaucoup de défauts, et elle est souvent l'objet de justes critiques. Mais on peut critiquer soit pour récuser quelque chose, soit pour l'améliorer. Dans le cas de l'ONU, nous avons besoin de cette dernière. Nous avons besoin d'une vision de gauche pour la réforme et la démocratisation de l'ONU.

Bien sûr, cela ne signifie pas que la gauche doit soutenir toutes les décisions de l'ONU. Mais un renforcement global du rôle de l'ONU dans la résolution des conflits armés permettrait à la gauche de minimiser l'importance des alliances militaro-politiques et de réduire le nombre de victimes. (Dans un article précédent, j'ai écrit comment les casques bleus auraient pu aider à résoudre le conflit de Donbass. Malheureusement, cela n'est plus d'actualité aujourd'hui.) Après tout, nous avons également besoin de l'ONU pour résoudre la crise climatique et d'autres problèmes mondiaux. La réticence de nombreuses forces de gauche internationales à y faire appel est une terrible erreur.

Après l'invasion de l'Ukraine par les troupes russes, David Broder, rédacteur en chef de *Jacobin Europe*, a écrit que la gauche «ne devrait pas s'excuser de s'opposer à une réponse militaire américaine». Ce n'était pas l'intention de Biden de toute façon, comme il l'a dit à plusieurs reprises. Mais une grande partie de la gauche occidentale devrait honnêtement admettre qu'elle a complètement «merdé» dans la formulation de sa réponse à la «crise ukrainienne».

### MON POINT DE VUE

Je terminerai en parlant brièvement de moi-même et de mon point de vue.

Au cours des huit dernières années, la guerre du Donbass a été la principale question qui a divisé la gauche ukrainienne. Chacun d'entre nous a formé sa position sous l'influence de son expérience personnelle et d'autres facteurs. Ainsi, un autre militant de gauche ukrainien aurait écrit cet article différemment.

Je suis né dans le Donbass, mais dans une famille ukrainophone et nationaliste. Mon père s'est engagé dans l'extrême droite dans les années 1990, en observant le déclin économique de l'Ukraine et l'enrichissement de l'ancienne direction du Parti communiste, qu'il combattait depuis le milieu des années 1980. Il a bien sûr des opinions très antirusses, mais aussi anti-américaines. Je me souviens encore de ses paroles le 11 septembre 2001. Alors qu'il regardait les tours jumelles s'effondrer à la télévision, il a déclaré que les responsables étaient des «héros» (il ne le pense plus – maintenant il croit que les Américains les ont fait exploser exprès).

Lorsque la guerre a commencé dans le Donbass en 2014, mon père a rejoint le bataillon d'extrême droite Aidar en tant que volontaire, ma mère a fui Lougansk, et mon grand-père et ma grand-mère sont restés dans leur village qui est tombé sous le contrôle de la «République populaire de Lougansk». Mon grand-père a condamné la révolution ukrainienne de l'Euromaïdan. Il soutient Poutine qui, dit-il, a «rétabli l'ordre en Russie». Néanmoins, nous essayons tous de continuer à nous parler (mais pas de politique) et à nous entraider. J'essaie d'avoir de la sympathie pour eux. Après tout, mon grand-père et ma grand-mère ont passé toute leur vie à travailler dans une ferme collective. Mon père était un ouvrier du bâtiment. La vie n'a pas été tendre avec eux.

Les événements de 2014 – la révolution suivie de la guerre – m'ont poussé dans la direction opposée de la plupart des gens en Ukraine. La guerre a tué

le nationalisme en moi et m'a poussé vers la gauche. Je veux me battre pour un meilleur avenir pour l'humanité, et non pour la nation. Mes parents, avec leur traumatisme post-soviétique, ne comprennent pas mes opinions socialistes. Mon père est dédaigneux à l'égard de mon «pacifisme», et nous avons eu une conversation désagréable après que je me sois présenté à une manifestation antifasciste avec une pancarte demandant la dissolution du régiment Azov d'extrême droite.

Lorsque Volodymyr Zelensky est devenu président de l'Ukraine au printemps 2019, j'ai espéré que cela pourrait empêcher la catastrophe qui se déroule actuellement. Après tout, il est difficile de diaboliser un président russophone qui a gagné avec un programme de paix pour le Donbass et dont les blagues étaient populaires parmi les Ukrainiens comme les Russes. Malheureusement, je me suis trompé. Si la victoire de Volodymyr Zelensky a changé l'attitude de nombreux Russes envers l'Ukraine, cela n'a pas empêché la guerre.

Ces dernières années, j'ai écrit sur le processus de paix et sur les victimes civiles des deux côtés de la guerre du Donbass. J'ai essayé de promouvoir le dialogue. Mais tout cela est parti en fumée, maintenant. Il n'y aura pas de compromis. Poutine peut planifier ce qu'il veut, mais même si la Russie s'empare de Kiev et instaure son gouvernement d'occupation, nous y résisterons. La lutte durera jusqu'à ce que la Russie quitte l'Ukraine et paie pour toutes les victimes et toutes les destructions.

Mes derniers mots s'adressent donc au peuple russe : dépêchez-vous de renverser le régime de Poutine. C'est dans votre intérêt comme dans le nôtre.

25 FÉVRIER 2022

Publié par *Open Democracy*

Traduction par la rédaction de *À l'Encontre*

## LE CONTEXTE HISTORIQUE DE L'INVASION DE L'UKRAINE PAR POUTINE

ROHINI HENSMAN

Si quelqu'un suggérait que nous pouvons comprendre la lutte de Black Lives Matter sans connaître le contexte historique de l'esclavage, des lynchages, de Jim Crow et ainsi de suite, nous trouverions cela peu convaincant, pour ne pas dire plus. Mais beaucoup de gens à gauche semblent penser qu'ils peuvent comprendre et commenter la crise en Ukraine tout en étant totalement ignorants de l'histoire de ce pays. Je souhaite faire valoir, au contraire, qu'il est impossible de comprendre ce qui se passe en Ukraine sans avoir une certaine connaissance de son passé, et de compléter certains traits essentiels de ce passé<sup>1</sup>.

### LA NATION UKRAINIENNE

Si les premières traces de présence humaine en Ukraine remontent à des dizaines de milliers d'années, le premier État stable a été la Rus de Kiev, fondée par les Varangiens scandinaves qui se sont installés à Kiev à la fin du 9<sup>e</sup> siècle. Sa prospérité a atteint son apogée sous Volodymyr le Grand (980-1015), qui s'est converti au christianisme byzantin, et sous son fils Iaroslav le Sage ; mais la Kievan Rus a été détruite par l'invasion des Hordes d'or de Gengis

---

1. Je me suis inspiré de certaines parties de mon livre *Indéfensible: Democracy, Counter-Revolution and the Rhetoric of Anti-Imperialism* (New York, Haymarket Books, 2018), afin d'écrire cet article plus rapidement, tant la situation actuelle est désastreuse. Il contient beaucoup plus d'informations sur la Russie, l'Ukraine, la Syrie et la Bosnie, ainsi que sur l'Irak et l'Irak, et je pense que les événements de février 2022 confirment pleinement mes arguments dans ce livre.

Khan au 13<sup>e</sup> siècle, et a ensuite été disputée, divisée et dominée par la Lituanie, la Pologne, l'Autriche et la Russie, jusqu'à ce que la majeure partie du pays soit colonisée par la Russie (alors appelée Moscovie) en 1654. Néanmoins, la culture ukrainienne a connu un renouveau au 19<sup>e</sup> siècle, au cours duquel les partis nationalistes et socialistes se sont développés à mesure que l'Ukraine était plus étroitement intégrée à l'empire russe en tant que fournisseur d'aliments et de matières premières telles que le charbon et le fer, et en tant que marché pour les produits manufacturés russes.

Il s'agissait d'une relation coloniale typique ; comme Lénine l'a observé en 1914 lors d'une conférence à Zurich :

Ce que l'Irlande était pour l'Angleterre, l'Ukraine l'est devenue pour la Russie : exploitée à l'extrême, elle ne reçoit rien en retour. Ainsi, les intérêts du prolétariat mondial en général et du prolétariat russe en particulier exigent que l'Ukraine retrouve son indépendance étatique, car c'est la seule façon de permettre le développement du niveau culturel dont le prolétariat a besoin.

Les Tatars de Crimée constituaient le groupe ethnique indigène le plus nombreux en Crimée lorsque celle-ci a été annexée par l'empire russe en 1783, sous le règne de Catherine la Grande qui a procédé à son peuplement de colons russes et, selon Raphael Lemkin, qui a inventé le terme «génocide», à la noyade de 10 000 Tatars de Crimée.

Ainsi, les origines de l'Ukraine en tant qu'État sont antérieures à la fondation de la Grande Principauté

de Moscou (prédécesseur de l'empire tsariste) en 1263. Il est donc tout à fait compréhensible qu'elle ait connu un mouvement de libération nationale, qui a brièvement réussi à faire de l'Ukraine une république socialiste soviétique indépendante de 1920 à 1922. Les Tatars de Crimée ont également bénéficié d'un statut spécial sous Lénine.

Tout a changé lorsque l'Ukraine a été recolonisée par Staline dans le cadre d'un processus décrit comme «l'exemple classique du génocide soviétique» par Lemkin, qui a décrit le processus avec des détails effrayants. Dans un premier temps, l'intelligentsia a été détruite par la déportation, l'emprisonnement ou l'assassinat d'enseignants, d'écrivains, d'artistes, de penseurs et de dirigeants politiques. Dans le même temps, les églises ukrainiennes ont été détruites: des centaines de prêtres et de laïcs ont été tués et des milliers d'entre eux ont été envoyés dans des camps de travail forcé, où les familles étaient délibérément séparées et les enfants envoyés dans des foyers russes pour y être «éduqués». Enfin, en 1932-1933, environ 5 000 000 paysans ukrainiens – hommes, femmes et enfants – ont été délibérément affamés à mort. Lemkin montre que ce n'était pas le résultat de la collectivisation forcée, qui avait laissé des récoltes abondantes pour nourrir la population et le bétail, mais le résultat d'une politique délibérée visant à provoquer une famine. Les Ukrainiens morts et déportés ont été remplacés par des non-Ukrainiens, ce qui modifia la composition ethnique du pays et constitua la quatrième étape de la destruction systématique de la nation ukrainienne. En 1944, les Tatars de Crimée, également décrits par Lemkin comme faisant l'objet d'un génocide, ont été déportés en masse par Staline,

un crime contre l'humanité dans lequel près de la moitié de la population a péri<sup>2</sup>.

La Russie n'est pas le seul pays à avoir occupé l'Ukraine au 20<sup>e</sup> siècle; il y a aussi l'Allemagne nazie, avec son propre programme génocidaire. Timothy Snyder affirme que les politiques nazies, qui qualifiaient les Ukrainiens d'*Afrikaners* ou de *Negers* [nègres] – y compris avec le plan visant à affamer des millions de personnes au cours de l'hiver 1941, le plan général Ost visant à transporter de force ou à tuer des millions d'autres par la suite, et la «solution finale» visant à exterminer les Juifs – étaient centrées sur l'Ukraine. Par conséquent, quelque 3,5 millions d'habitants civils de l'Ukraine – dont environ 1,5 million de Juifs – ont été tués par les nazis, sans compter les quelque 3 millions d'autres habitants de l'Ukraine qui sont morts en tant que soldats combattant les nazis ou indirectement à cause de la guerre. Les historiens russes ont calculé que plus d'habitants de l'Ukraine soviétique sont morts pendant la Seconde Guerre mondiale que les habitants de la Russie soviétique; plus d'Ukrainiens sont morts en combattant les nazis que les Français, les Britanniques et les Américains réunis<sup>3</sup>. À la fin de la guerre, les Ukrainiens ont été soumis une fois de plus à la domination de Staline.

Presque miraculeusement, le sentiment d'identité nationale ukrainienne a survécu à tous les massacres et, lors du référendum de 1991, 84 % de la population a voté et plus de 92 % a voté pour l'indépendance vis-à-vis de l'Union soviétique. Si l'on ventile les votes par région, on constate que chaque région

2. Raphael Lemkin, «Le génocide soviétique en Ukraine», 1953 [https://43f70ce0-6f30-48c5-af8a-b85f37910e81.filesusr.com/ugd/24deff\\_09cae19509e44ebf82004129a25213d2.pdf](https://43f70ce0-6f30-48c5-af8a-b85f37910e81.filesusr.com/ugd/24deff_09cae19509e44ebf82004129a25213d2.pdf).

3. Timothy Snyder, «Les Allemands doivent se souvenir de la vérité sur l'Ukraine pour leur propre bien», *Eurozine*, 7 juillet 2017.

a obtenu une majorité en faveur de l'indépendance ; la majorité la plus faible (54 %) a été obtenue en Crimée, mais dans chacune des oblasts [entité administrative] à majorité russophone de Donetsk et de Louhansk, plus de 83 % des électeurs ont voté pour<sup>4</sup>. Cela s'explique en partie par le fait que la citoyenneté n'est pas définie de manière ethnique mais inclusive et que, bien que la Constitution adoptée en 1996 proclame que la langue de l'État sera l'ukrainien, elle promet également que «le libre développement, l'utilisation et la protection du russe et des autres langues des minorités nationales d'Ukraine sont garantis» et que «l'État encourage la consolidation et le développement de la nation ukrainienne, de sa conscience historique, de ses traditions et de sa culture, ainsi que le développement de l'identité ethnique, culturelle, linguistique et religieuse de tous les peuples indigènes et des minorités nationales d'Ukraine<sup>5</sup>». Le résultat positif du référendum ne peut être attribué à l'ingérence des États-Unis, car le président Bush père était fortement opposé à l'indépendance de l'Ukraine – mais nous y reviendrons bientôt.

Cette histoire place totalement l'Ukraine soviétique dans la catégorie des colonies, et en fait une qui a plus souffert que beaucoup d'autres. La plupart d'entre nous désignent les colonies et les anciennes colonies des puissances impériales occidentales en Asie, en Afrique et en Amérique latine comme le «tiers-monde» ou le «Sud», en les distinguant nettement des puissances impériales qui les ont exploitées et opprimées, mais nous commettons l'erreur de mettre dans le même sac la puissance impériale et ses colonies et anciennes colonies en Union soviétique. Dans cette perspective, la désintégration de l'Union

soviétique peut être considérée comme un processus continu de décolonisation, et la lutte de l'Ukraine pour l'indépendance comme étant nécessaire, comme le disait Lénine, pour permettre le développement du niveau culturel dont le prolétariat a besoin.

## L'EMPIRE RUSSE

La Grande Principauté de Moscou a progressivement absorbé d'autres principautés, y compris celle de Kiev, jusqu'à ce qu'en 1503 Ivan III prenne le titre de tsar et se déclare «souverain de toute la Russie». L'empire tsariste était une monarchie absolutiste, qui a été renversée en 1917 par la révolution russe. Parmi les énormes défis que devait relever la révolution figurait la question de savoir ce qu'il fallait faire des colonies de la Russie tsariste. Un débat a eu lieu sur cette question entre Lénine et Rosa Luxemburg, Lénine soutenant le droit de toutes les colonies à l'autodétermination mais tout en concédant à Luxemburg que cela ne devait pas aboutir à la transmission du pouvoir à des régimes autoritaires et régressifs. Lénine n'est pas arrivé à cette position seul, mais en écoutant ses camarades des colonies. En 1920 et 1921, l'Ukraine, la Géorgie, la Biélorussie, l'Azerbaïdjan et l'Arménie sont traitées comme des républiques indépendantes.

Dans l'un des articles qui a été appelé «Le dernier testament de Lénine», Lénine a exprimé son angoisse à l'idée que l'un des proches associés de Staline ait frappé un communiste géorgien qui n'était pas d'accord avec ses plans visant à mettre fin au statut indépendant de la Géorgie, et a poursuivi,

Il est tout à fait naturel que, dans de telles circonstances, la «liberté de se séparer de l'union» par laquelle nous nous justifions [contre les puissances impérialistes occidentales] ne soit qu'un simple bout de papier, incapable de défendre les non- Russes

4. Voir [https://en.wikipedia.org/wiki/1991\\_Ukrainian\\_independence\\_referendum](https://en.wikipedia.org/wiki/1991_Ukrainian_independence_referendum).

5. Constitution de l'Ukraine, [www.refworld.org/pdfid/44a280124.pdf](http://www.refworld.org/pdfid/44a280124.pdf).

contre l'assaut de cet homme vraiment russe, le chauvin grand-russe, en substance un coquin et un tyran.

[...] Je pense que la hâte de Staline et son engouement pour l'administration pure, ainsi que son dépit à l'égard du fameux «nationalisme-socialisme», ont joué un rôle fatal dans cette affaire. En politique, le dépit joue généralement le rôle le plus bas...

Nous avons ici une importante question de principe: comment l'internationalisme est-il compris? Dans mes écrits sur la question nationale, j'ai déjà dit qu'une présentation abstraite de la question du nationalisme en général n'est d'aucune utilité. Il faut nécessairement faire une distinction entre le nationalisme d'une nation oppressive et celui d'une nation opprimée, le nationalisme d'une grande nation et celui d'une petite nation. En ce qui concerne le second type de nationalisme, nous, ressortissants d'une grande nation, nous sommes presque toujours rendus coupables, dans la pratique historique, d'un nombre infini de cas de violence; en outre, nous commettons des violences et des insultes un nombre infini de fois sans nous en apercevoir. [Il poursuit en citant les épithètes racistes par lesquelles on insulte les Ukrainiens, les Géorgiens et les non-Russes en général]. [...]

Je pense que dans le cas présent, en ce qui concerne la nation géorgienne, nous avons un cas typique dans lequel une attitude authentiquement prolétarienne fait que la prudence profonde, la réflexion et la disposition au compromis sont pour nous une nécessité. Le Géorgien [Staline] qui néglige cet aspect de la question, ou qui lance négligemment des accusations de «nationalisme-socialisme» (alors qu'il est lui-même un véritable «nationaliste-socialiste», et même un vulgaire tyran grand-russe), viole, en substance, les intérêts de la solidarité de classe prolétarienne, car rien n'entrave autant le

développement et le renforcement de la solidarité de classe prolétarienne que l'injustice nationale<sup>6</sup>.

Lénine a commis des erreurs théoriques et pratiques dont nous pouvons débattre, mais son anti-racisme, son anti-impérialisme et son identification du chauvinisme grand-russe comme la version russe du suprémacisme blanc ont constitué un exemple à suivre pour tous les internationalistes socialistes. Cependant, il meurt peu après avoir tenu ces propos et Staline poursuit la réduction des ex-colonies tsaristes au statut de colonies. En Russie même, sa contre-révolution a effacé tous les acquis de la révolution, à l'exception du passage au capitalisme d'État. Staline a exterminé les communistes aussi impitoyablement qu'Hitler, et a transformé l'Internationale communiste en un bras de l'empire capitaliste d'État russe. Son État totalitaire, qui dirigeait la Russie et ses colonies, se distinguait non seulement par son extrême brutalité, mais aussi par une guerre systématique contre la vérité, analogue à l'utilisation par les nazis de gros mensonges répétés à l'infini. Sa machine de propagande était chargée de réécrire littéralement l'histoire pour propager des mensonges, et de recadrer et de falsifier les photographies pour en éliminer ses victimes alors qu'elles étaient liquidées. Ces histoires et ces images fabriquées étaient ensuite internationalisées par le biais du vaste appareil de propagande du Comintern. En raison d'une censure vicieuse, il était impossible de trouver des récits alternatifs ou de contester la falsification sans risquer la mort. La collaboration de Staline avec Hitler du 23 août 1939 au 22 juin 1941 (l'archétype de l'alliance rouge-brun)

6. V. I. Lénine, 1922, «La question des nationalités ou de l'«autonomisation»», [www.marxists.org/archive/lenin/works/1922/dec/testamnt/autonomy.htm](http://www.marxists.org/archive/lenin/works/1922/dec/testamnt/autonomy.htm).

n'a été possible que parce que les politiques des deux hommes étaient très similaires.

Lorsque Mikhaïl Gorbatchev est devenu secrétaire général du Parti communiste en 1985, un mouvement de rejet de la culture dominante, de la corruption, du mensonge et des atteintes à la dignité de l'individu était déjà en cours, et il l'a accompagné : «Une nouvelle atmosphère morale prend forme dans le pays», a déclaré Gorbatchev au comité central lors de la réunion de janvier 1987, au cours de laquelle il a déclaré que la *glasnost* – l'ouverture – et la démocratisation constituaient le fondement de sa *perestroïka*, ou restructuration, de la société soviétique.] Plus tard, se souvenant de son sentiment [il déclare] que «nous ne pouvions plus continuer comme ça, et que nous devons changer radicalement de vie, rompre avec les mauvaises pratiques du passé», il a appelé cela sa «position morale». [...]

«La démocratisation, a déclaré Gorbatchev, n'était pas un slogan mais l'essence de la *perestroïka*.» [...] Le fait que les réformes aient donné lieu à une révolution en 1989 est dû en grande partie à une autre cause «idéaliste»: l'aversion profonde et personnelle de Gorbatchev pour la violence et, par conséquent, son refus obstiné de recourir à la coercition de masse lorsque l'ampleur et la profondeur du changement ont commencé à dépasser son intention initiale. Déployer la répression stalinienne, même pour «préserver le système», aurait été une trahison de ses convictions les plus profondes.

Les plans de Gorbatchev pour un nouveau traité qui créerait une fédération véritablement volontaire – une vision proche de celle à laquelle travaillait Lénine – ont été contrecarrés par un coup d'État perpétré contre lui par les staliniens les plus durs en août 1991; le coup d'État a été accueilli avec indignation par l'opinion publique et a été défait,

mais Gorbatchev a été mis sur la touche et l'Ukraine, parmi d'autres républiques soviétiques, a voté pour l'indépendance, ce qui a entraîné la désintégration de l'URSS. Si le pillage économique et la corruption qui ont suivi ont été désastreux, il ne faut pas oublier qu'à sa manière, Gorbatchev a initié une révolution démocratique anti-impérialiste.

C'est ce que Vladimir Poutine, depuis son arrivée au pouvoir en 2000, tente d'inverser. Son programme a deux objectifs principaux: 1) écraser toute expression de démocratie en Russie et instaurer ou soutenir des régimes autoritaires dans le reste du monde; et 2) reconstruire l'empire russe. Des enquêteurs sur les attentats à la bombe contre des appartements à Moscou en septembre 1999 (qui ont déclenché une «guerre contre le terrorisme» islamophobe contre la Tchétchénie et porté Poutine au pouvoir), des journalistes, des défenseurs des droits de l'homme et des lanceurs d'alerte contre la corruption ont été assassinés. En 2011-2013, d'énormes manifestations contre les élections truquées qui ont porté Poutine et son parti Russie Unie au pouvoir, et réclamant des élections libres et équitables ainsi que la liberté des prisonniers politiques, se sont heurtées non seulement à des arrestations et à des violences policières, mais aussi à la mobilisation de contre-manifestations d'extrême droite. Le chef de l'opposition Alexeï Navalny (qui, plus récemment, a survécu de justesse à un empoisonnement et a ensuite été emprisonné) a été mis en prison. Le leader de l'opposition Boris Nemtsov a été abattu à quelques mètres du Kremlin après avoir écrit une tribune sur l'incursion russe en Ukraine, publiée en septembre 2014 en russe et en ukrainien, dans laquelle il disait notamment, «Ce n'est pas notre guerre, ce n'est pas votre guerre, ce n'est pas la guerre de parachutistes de 20 ans envoyés sur le terrain. C'est la guerre de Vladimir Poutine...

Par ses actions sanglantes, bien qu'il fomente une guerre fratricide, on peut voir son objectif principal – la préservation du pouvoir personnel et de l'argent à tout prix...»

Malgré la censure, la société a peu à peu commencé à comprendre que les personnes au pouvoir sont des gens cupides et amoraux dont le principal objectif est l'enrichissement personnel. L'Ukraine est devenue un exemple de révolution anticriminelle, qui a renversé un président voleur. Oh donc vous avez osé sortir dans la rue et renverser un président? L'Ukraine doit être punie pour cela afin de s'assurer qu'aucun Russe ne puisse avoir les mêmes idées.

En outre, l'Ukraine a choisi la voie européenne, qui implique l'État de droit, la démocratie et le changement de pouvoir. Le succès de l'Ukraine sur cette voie est une menace directe pour le pouvoir de Poutine, car il a choisi la voie opposée – une vie tout entière au pouvoir, remplie d'arbitraire et de corruption<sup>7</sup>.

L'historien et homme politique d'opposition Vladimir Ryzhkov décrit le racisme antimusulman qui a accompagné l'annexion de la Crimée par la Russie, une question qui a été largement ignorée :

Les Tatars de Crimée sont les anciens habitants indigènes de la Crimée... En 1944, Staline a ordonné que les 191 000 d'entre eux, les 47 000 familles, soient exilés en Asie centrale. En 1954, Khrouchtchev a transféré la Crimée de la Russie à la République socialiste soviétique d'Ukraine, mais en mars de cette année, Poutine a rendu la Crimée à la Russie...

Avec la Crimée, les Tatars sont arrivés et ils ont eu la surprise de découvrir qu'ils faisaient partie de la Russie (une fois de plus). Sous l'impulsion de

Gorbatchev, ils avaient commencé à retourner en masse dans leur pays à la fin des années 1980 et, en 2001, le recensement ukrainien faisait état de 245 000 Tatars de Crimée vivant sur la péninsule. Ils sont aujourd'hui quelque 300 000 et représentent environ 13 % de la population de Crimée...

L'hostilité de la plupart des Tatars de Crimée à l'idée d'une union avec la Russie a provoqué un grave conflit avec les autorités pro-Moscou. Les dirigeants des Tatars, Mustafa Dzhemilev et Refat Chubarov, actuel chef du Mejlis [assemblée], se sont vu interdire l'accès à leur patrie pendant cinq ans et vivent désormais à Kiev contre leur gré... Le 18 mai, jour du 70<sup>e</sup> anniversaire de la déportation des Tatars de Crimée, plusieurs milliers de personnes se rassemblent habituellement dans le centre de Simféropol pour se souvenir et faire leur deuil... Son interdiction est une insulte au peuple tatar, pour qui la déportation reste la plus terrible tragédie de son histoire.

Des mosquées, des écoles (madrasas), des centres communautaires, des entreprises et des domiciles privés appartenant à des Tatars ont été fouillés et perquisitionnés par le ministère de l'Intérieur (service spécial «anti-extrémisme»), les procureurs et la police spéciale, ainsi que par les «forces d'autodéfense». La seule chaîne de télévision indépendante des Tatars de Crimée, ATR, a subi de fortes pressions et de nombreux militants, journalistes et blogueurs ont été contraints de quitter la Crimée.

Toutes ces violations sont décrites dans un rapport rédigé par Nils Muižnieks, le commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, qui s'est lui-même rendu en Crimée. Il accorde une attention particulière aux meurtres, aux enlèvements et aux disparitions de personnes en Crimée.

Le point important soulevé par Nemtsov et Ryzhkov est que l'annexion de la Crimée en 2014

7. Boris Nemtsov, 2016. «Boris Nemtsov: c'est la guerre de Vladimir Poutine», *Kyiv Post*, 27 février.



et la guerre contre l'Ukraine orientale étaient un assaut contre la démocratie. Et Poutine a étendu cet assaut bien au-delà de la Russie en parrainant des groupes et des partis autoritaires d'extrême droite dans le monde entier, et est en retour admiré par eux. Des partis d'Autriche, de Belgique, de Bulgarie, de Hongrie, d'Italie, de Pologne, de Serbie et d'Espagne entretiennent une relation organique avec son régime, et des néonazis d'Allemagne, de Grèce, de Grande-Bretagne et de Norvège ne cessent de faire son éloge. Les suprémacistes blancs américains entretiennent des liens étroits avec leurs homologues russes, et l'ancien grand sorcier du Ku Klux Klan, David Duke, s'est rendu plusieurs fois en Russie pour promouvoir son livre antisémite, *Jewish Supremacism*<sup>8</sup>. Le groupe paramilitaire russe Wagner (dont la brutale unité néonazie Rusich était active dans le Donbas et se préparait à y retourner) a combattu pour Bachar el-Assad en Syrie et Khalifa Hiftar en Libye, tous deux coupables de crimes contre l'humanité, et a été associé à des meurtres de masse et à des coups d'État militaires en République centrafricaine, au Mali et au Burkina Faso<sup>9</sup>.

Cet assaut contre la démocratie s'accompagne d'un assaut contre la vérité, amplifié depuis l'époque de Staline par les nouvelles technologies et les médias sociaux. On a pu l'observer dans le discours de Poutine du 21 février 2022, dans lequel il a affirmé

8. Natasha Bertrand, «Un modèle de civilisation: la Russie de Poutine est devenue un "phare pour les nationalistes" et l'*alt-right* américaine», *Business Insider*, 10 décembre 2016.

9. Candace Rondeau, Jonathan Deer et Ben Dalton, «Neo-Nazi Russian attack unit hints it's going back into Ukraine undercover», *The Daily Beast*, 26 janvier 2022; Al-Monitor Staff, «Intel: EU sanctions suspected head of Russia's Wagner paramilitary group», *Al-Monitor*, 15 octobre 2020; Philip Obaji Jr, «Survivors say Russian mercenaries slaughtered 70 civilians in gold mine massacre», *The Daily Beast*, 31 janvier 2022; Philip Obaji Jr, «African president was ousted just weeks after refusing to pay Russian paramilitaries», *The Daily Beast*, 25 janvier 2022.

que l'État ukrainien avait été créé par Lénine et les bolcheviks «en séparant, coupant, ce qui est historiquement une terre russe». Il soutient pleinement la contre-révolution de Staline, déplorant seulement son incapacité à supprimer la référence à l'idée d'«auto-détermination» dans la Constitution. Selon lui, il y a eu un coup d'État de nationalistes radicaux soutenus par les États-Unis. En 2014; il y a eu une politique visant à éradiquer la langue et la culture russes; les communautés du Donbas font quotidiennement l'objet d'attaques militaires alors que l'Ukraine poursuit «sa transition vers un nationalisme néandertalien et agressif et le néonazisme qui ont été élevés en Ukraine au rang de politique nationale»; l'expansion de l'OTAN vers l'est est une menace pour la sécurité de la Russie; l'OTAN devrait s'engager à ne plus intégrer de pays à l'est et à ramener ses frontières à ce qu'elles étaient en 1997, faute de quoi la Russie agirait pour assurer sa sécurité<sup>10</sup>.

Il est vrai que l'Ukraine a un passé d'antisémitisme et de collaboration avec les nazis, comme la plupart des pays d'Europe, y compris la Russie. Il est également vrai que pendant le mouvement Euromaïdan, la brigade néonazie Azov a joué un rôle disproportionné dans la réponse à la violente répression du régime de Ianoukovitch. Il ne fait aucun doute que ces faits sont une source de préoccupation. Mais ils doivent être considérés avec d'autres faits: les partis d'extrême droite en Ukraine ont toujours obtenu un nombre de voix dérisoire, Volodymyr Zelensky, un juif russophone, a remporté les dernières élections présidentielles avec une majorité écrasante, et les forces néonazies et antisémites du côté russe et séparatiste, y compris les diffamations antisémites contre

10. Vladimir Poutine, «Discours du président de la Fédération de Russie», 21 février 2022.

Zelensky lui-même, sont incomparablement plus importantes<sup>11</sup>. Zelensky lui-même, dans un discours aux citoyens russes, a tenté de combattre la désinformation, demandant «comment un peuple peut soutenir des nazis qui ont donné plus de 8 millions de vies pour la victoire sur le nazisme? Comment puis-je être un nazi? Dites-le à mon grand-père, qui a passé toute la guerre dans l'infanterie de l'armée soviétique... On vous a dit que j'allais bombarder le Donbass. Bombarder quoi? Le stade de Donetsk où les habitants et moi avons encouragé notre équipe à l'Euro 2012? Le bar où nous avons bu quand ils ont perdu? Luhansk, où la mère de mon meilleur ami vit?<sup>12</sup>»

En fait, Poutine lui-même a clairement indiqué que l'expansion de l'OTAN vers l'est et la sécurité de la Russie ne sont que des leurres pour détourner l'attention de son véritable objectif. Lors d'une conférence de presse, «il a cité des paroles de chansons punk-rock de l'ère soviétique sur le viol et la nécrophilie pour démontrer ce que la Russie attend de l'Ukraine... “Que ça te plaise ou non, ma jolie, faudra supporter”, a déclaré Poutine. Les experts de la Russie ont noté que Poutine semblait citer la chanson “Sleeping Beauty in a Coffin” du groupe punk rock de l'ère soviétique Red Mold. “La belle au bois dormant dans un cercueil, je me suis faufilé et je l'ai baisée. Aime cela ou pas, dors ma beauté”, peut-on lire dans la traduction anglaise des paroles russes<sup>13</sup>.

---

11. Cathy Young, «Smear and Loathing: A close look at accusations of Ukrainian anti-semitism», *Cato Institute*, 18 février 2022.

12. «Ukraine President Volodymyr Zelensky's “heartbreaking” appeal for peace goes viral», *News18*, 24 février 2022.

13. Bill Bostock, «Putin quoted song lyrics about rape and necrophilia to explain Russia's demands from Ukraine», *Business Insider*, 8 février 2022 (Les commentateurs ne cessent de dire qu'ils ne peuvent pas regarder dans l'esprit de Poutine, mais il s'agit d'un lapsus freudien qui révèle à quel point il est profondément misogyne).

En envahissant et en se dirigeant directement vers Kiev, il a confirmé que c'est son objectif.»

Jason Stanley explique que la prétention grotesque de Poutine à «dénazifier» l'Ukraine en renversant un président juif dont la famille a combattu les nazis repose sur le mythe néonazi négationniste selon lequel les «vraies» victimes des nazis n'étaient pas les Juifs mais les chrétiens russes<sup>14</sup>. Poutine est l'incarnation vivante du pacte Staline-Hitler : l'ex-agent du KGB qui a intégré la nostalgie fasciste du pouvoir absolu, de la gloire impériale et du nationalisme du sang et du sol. Les mots de Lénine, il y a un siècle, à propos du «vulgaire tyran grand-russe» qui «lance négligemment des accusations de “nationalisme-socialisme” [le néonazisme d'aujourd'hui] alors qu'il est lui-même un vrai et authentique “nationaliste-socialiste”, sont étrangement pertinents aujourd'hui».

## LA FAUTE DES PUISSANCES IMPÉRIALISTES OCCIDENTALES

En général, les attaques impérialistes occidentales contre la démocratie au nom de la démocratie ont contribué à répandre le scepticisme à l'égard des valeurs démocratiques. Plus récemment, la guerre de 2001 contre l'Afghanistan et celle de 2003 contre l'Irak ont violé et sapé le droit international. Peut-être aussi dommageable, étant donné que les talibans n'avaient rien à voir avec le 11 septembre et que Saddam Hussein n'avait pas d'armes de destruction massive, elles ont détruit la crédibilité des médias occidentaux, créant un environnement dans lequel même des rapports bien documentés et fiables pouvaient être rejetés comme «faux».

---

14. Jason Stanley, «The antisemitism animating Putin's claim to «denazify» Ukraine», *The Guardian*, 26 février 2022.

Pour en venir aux échecs plus spécifiques liés à cette guerre, j'ai mentionné précédemment que George W. Bush s'était opposé à l'indépendance de l'Ukraine en 1991<sup>15</sup>. L'une des craintes, parmi d'autres, était que cette nouvelle nation devienne la troisième plus grande puissance nucléaire du monde après les États-Unis et la Russie. Les négociations visant à persuader l'Ukraine de renoncer à ses armes nucléaires, tout en lui donnant des garanties de sécurité et qu'elle ne subirait pas d'attaques si elle le faisait, ont abouti à la signature par l'Ukraine du Traité de non-prolifération en tant que puissance non nucléaire, tandis que le 5 décembre 1994, les États-Unis, la Fédération de Russie et le Royaume-Uni ont signé le Mémoire sur les garanties de sécurité en relation avec l'adhésion de l'Ukraine au traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, dit Mémoire de Budapest. Entre autres choses, les signataires se sont engagés à «respecter l'indépendance et la souveraineté de l'Ukraine ainsi que ses frontières existantes» et à «s'abstenir de recourir à la menace ou à l'usage de la force contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de l'Ukraine». Cet accord a été déchiré par Poutine lorsqu'il a annexé la Crimée et fait des incursions dans le Donbas en 2014, mais les autres signataires ont-ils fait de réels efforts pour le faire respecter?

Au lieu de faire respecter à Poutine le Mémoire de Budapest, il y a eu les deux accords de Minsk signés par la Russie, l'Ukraine, la France et l'Allemagne. Rédigés à la hâte afin d'établir un cessez-le-feu alors que les forces russes étaient rangées contre une armée ukrainienne beaucoup plus faible, les

accords de Minsk de septembre 2014 et février 2015, qui visaient à mettre fin à la guerre de la Russie dans l'est de l'Ukraine, reposent sur deux interprétations irréconciliables de la souveraineté de l'Ukraine :

L'Ukraine considère les accords comme des instruments lui permettant de rétablir sa souveraineté selon la séquence suivante: un cessez-le-feu; un retrait russe de l'est de l'Ukraine; le retour de la frontière Russie/Ukraine sous contrôle ukrainien; des élections libres et équitables dans la région de Donbas; et le retour limité du pouvoir aux régimes mandataires de la Russie, qui seraient réintégrés et resubordonnés aux autorités de Kiev. L'Ukraine serait en mesure de faire ses propres choix de politique intérieure et étrangère.

La Russie considère les accords de Minsk comme des outils permettant de briser la souveraineté de l'Ukraine. Une interprétation inverse: des élections dans le Donbas occupé auraient lieu avant que l'Ukraine n'ait repris le contrôle de la frontière; elles seraient suivies d'une autonomie complète pour les régimes mandataires de la Russie, ce qui paralyserait les autorités centrales à Kiev. L'Ukraine serait incapable de se gouverner efficacement ou de s'orienter vers l'Occident.

Ces objectifs contraires témoignent d'un échec cuisant de la politique étrangère russe. En 2014, la Russie a lancé une campagne de subversion violente pour contraindre l'Ukraine à «fédéraliser» son système politique. Démentant les attentes russes, les Ukrainiens ont riposté en masse, obligeant la Russie à recourir à une intervention militaire de plus en plus ouverte. La Russie a infligé des défaites écrasantes aux forces ukrainiennes, mais n'a pas voulu payer le

---

15. John-Thor Dahlburg, «Le discours de Bush sur le “poulet de Kiev” – une politique américaine malheureuse: l'Ukraine: les efforts pour garder l'Union soviétique intacte sont rappelés avec amertume par certains dans la nouvelle nation», *Los Angeles Times*, 19 décembre 1991.

prix qu'une nouvelle guerre de haute intensité aurait exigé<sup>16</sup>.

Le prétexte donné par Poutine pour l'invasion de l'Ukraine en 2014 était exactement le même que celui donné par Hitler pour l'annexion des Sudètes en Tchécoslovaquie – unir les locuteurs de russe et d'allemand respectivement à leur patrie – et il est intéressant de constater que certains des mêmes arguments, comme le «droit à l'autodétermination» de ces enclaves, ont été utilisés dans les deux cas. Au lieu de s'opposer à cette agression flagrante, le Premier ministre britannique Neville Chamberlain et le Premier ministre français Édouard Daladier négocient avec Hitler et signent, le 30 septembre 1938, les accords de Munich, rédigés par les nazis et présentés par le dictateur italien Benito Mussolini, dans l'espoir d'éviter la guerre.

Comme nous le savons, l'issue fut la Seconde Guerre mondiale. Depuis lors, les accords de Munich sont devenus le symbole de la futilité de vouloir apaiser des États totalitaires expansionnistes. Les accords de Minsk n'étaient pas si mauvais, car au moins les victimes de l'agression étaient autorisées à participer aux négociations et il y avait de faibles sanctions contre l'agresseur, ce qui a probablement empêché Poutine de lancer une guerre totale avant d'avoir mis la Russie à l'abri des sanctions; puis, alors même que les puissances occidentales parlaient de l'accord de Minsk, il l'a déchiré en reconnaissant Donetsk et Louhansk comme des États indépendants. Mais pendant que Poutine se préparait à la guerre, les puissances impérialistes occidentales poursuivaient leurs activités comme si de rien n'était.

---

16. Duncan Allen, «The Minsk conundrum: Western policy and Russia's war in Eastern Ukraine», *Chatham House*, 22 mai 2020.

Quelques exemples seulement illustrent cette négligence criminelle. Le 30 septembre 2015, Poutine a commencé à bombarder la Syrie en soutien à son protégé génocidaire Bachar el-Assad, ciblant des hôpitaux, des écoles, des marchés, des quartiers résidentiels, des marchés et des mosquées, avec des pertes civiles massives, y compris des petits enfants. Pourtant, l'administration Obama a négocié avec Poutine et a signé le 10 septembre 2016 un accord de cessez-le-feu qui a été unanimement condamné par les militants laïques et démocratiques, traitant l'auteur de crimes contre l'humanité comme un partenaire de la «guerre contre le terrorisme». Il n'est pas surprenant que la défense civile syrienne ou les Casques blancs – qui avaient l'expérience des Russes utilisant des enfants, des femmes et des hommes syriens sans défense pour tester leurs nouvelles armes redoutables – aient été parmi les premiers à offrir leur solidarité aux Ukrainiens assiégés<sup>17</sup>. Ensuite, il est presque incroyable qu'au lieu de diversifier ses sources d'énergie, l'UE ait autorisé la construction du gazoduc Nord Stream 2, alors qu'il était évident que son objectif était d'affamer les Ukrainiens pour les soumettre.

Enfin, des enquêtes ont établi que la Russie a fourni au moins un soutien par les médias sociaux et probablement aussi de l'argent à la campagne du Brexit en pensant qu'elle affaiblirait l'UE, ce qui démontre les relations étroites entre Poutine et cette partie de la scène politique britannique<sup>18</sup>.

Si les mesures aujourd'hui tardivement mises en œuvre avaient été discutées lors de la première invasion de l'Ukraine en 2014, si elles avaient été mises

---

17. «Syria's White Helmets «stand in solidarity» with Ukraine people», *The New Arab*, 23 février 2022.

18. Peter Jukes, «Explosive report exposes the molten core of the Brexit, Trump, Russia scandal», *Byline Times*, 18 février 2019.

en œuvre lorsque Poutine a commencé à bombarder les civils en Syrie en 2015, il y a de fortes chances que cette guerre ait pu être évitée.

### QUE PEUT-ON FAIRE MAINTENANT ?

Il est trop tard pour empêcher la guerre, mais comment y mettre fin le plus rapidement possible ? Il n'y a pas de mal à parler de pourparlers, mais il faut comprendre que les négociations avec Poutine sont à peu près aussi utiles que les négociations avec Hitler l'ont été. Elles n'arrêteront pas la guerre. Les seules personnes qui peuvent réellement y mettre fin sont les peuples d'Ukraine et de Russie, et ils devraient recevoir toute l'aide dont ils ont besoin. Les Ukrainiens ont besoin d'une aide humanitaire et militaire, ainsi que d'une aide pour repousser les cyberattaques et transmettre ce qui se passe au reste du monde. Les mesures prises actuellement doivent certainement se poursuivre et, dans certains cas, par exemple au Royaume-Uni, être renforcées, et les réfugiés doivent être pris en charge. Et les manifestations de solidarité avec l'Ukraine doivent se poursuivre.

Il faudrait également trouver un moyen de communiquer avec le public russe, en contournant la censure. Il faut faire part de notre solidarité avec les militants anti-impérialistes et antiguerre incroyablement courageux qui risquent d'être arrêtés et emprisonnés pour s'exprimer et manifester contre l'invasion russe dans toutes les villes de Russie. Il y a probablement beaucoup d'autres opposants à la guerre qui ont trop peur de s'exprimer ouvertement. Il semble, d'après certains rapports, qu'il a été dit aux soldats russes qui envahissent l'Ukraine, comme aux soldats américains lorsqu'ils ont envahi l'Irak, que les habitants les accueilleraient en libérateurs, et qu'ils soient choqués de découvrir la situation réelle. Les Ukrainiens ont deux grands avantages par rapport aux Irakiens :

1) un gouvernement démocratiquement élu et 2) la possibilité de parler la même langue que les envahisseurs, et certains d'entre eux en appellent aux soldats russes. Mais ces jeunes hommes, et leurs parents, devraient savoir avant de quitter la Russie qu'ils sont envoyés pour tuer et mourir pour les illusions impériales de Poutine ; ils devraient obtenir des informations précises sur ce qui se passe en Ukraine, et c'est une chose à laquelle les gens hors d'Ukraine peuvent contribuer – avec une sorte de *samizdat* moderne. Comme l'a dit Nemtsov avant d'être assassiné, ce n'est pas leur guerre, c'est la guerre de Poutine, et plus les Russes seront nombreux à s'en rendre compte, plus vite la guerre prendra fin...

Qu'en est-il de l'OTAN ? La terrible ironie de la situation actuelle est que l'adhésion à l'OTAN est probablement la seule chose qui sépare, par exemple, les États baltes d'une invasion similaire, et il est très probable que si l'Ukraine avait été membre de l'OTAN, elle n'aurait pas souffert de cette façon. Regardez les pays qui ont été dépecés par Poutine : l'Ukraine, la Géorgie et la Moldavie – tous des pays non-membres de l'OTAN. Il existe également des preuves que Poutine aide les nationalistes serbes de Bosnie, qui ont si généreusement reçu près de la moitié du territoire de la Bosnie-Herzégovine par les accords de Dayton après le génocide des musulmans de Bosnie (une autre trahison des puissances impérialistes occidentales), pour diviser leur pays non-membre de l'OTAN<sup>19</sup>. Le démantèlement de l'OTAN est donc un objectif louable, mais il devra attendre que Poutine cesse d'agir comme son agent de recrutement.

---

19. Vera Mironova et Bogdan Zawadewicz, « Poutine construit une force paramilitaire bosniaque », *Foreign Policy*, 8 août 2018.

## LES FANTASMES ANTIBOLCHEVIQUES DE POUTINE POURRAIENT CAUSER SA PERTE

MARIO KESSLER

Le discours prononcé par Vladimir Poutine le 21 février restera dans l'histoire pour la plus sinistre des raisons. En annonçant la reconnaissance des républiques populaires autoproclamées de Donetsk et de Louhansk, son discours a en outre constitué un prélude à l'invasion russe à grande échelle de l'Ukraine qui a suivi jeudi. Dans son discours, Poutine a usé de toute sorte de ressentiments nationalistes et grands-russes. Nous nous concentrerons ici sur un seul aspect important : sa digression historique sur l'émergence de l'Ukraine – et les conséquences possibles de cette digression.

Selon Poutine, l'Ukraine était «pour nous (il prétendait parler au nom du peuple russe), pas seulement un pays voisin» mais «une partie intégrante de notre propre histoire, de notre culture et de notre espace spirituel. Ce sont nos amis, nos parents; pas seulement des collègues, des amis et d'anciens collègues de travail, mais aussi nos parents et des membres de notre famille proche.» L'Ukraine moderne, cependant, a été entièrement créée par la Russie bolchevique et communiste «après le putsch d'octobre», comme Poutine a appelé la révolution bolchevique de 1917. Au moment de sa plus grande faiblesse, a déclaré Poutine, Vladimir Lénine «a satisfait toutes les demandes, tous les souhaits des nationalistes à l'intérieur du pays.»

Mais, a-t-il insisté, «en termes de destin historique de la Russie et de ses peuples, les principes léninistes de construction de l'État n'étaient pas seulement

une erreur, mais bien pire qu'une erreur.» Poutine faisait ici référence au droit à l'autodétermination que les bolcheviks ont proclamé pour les nations de l'empire russe, jusqu'à et y compris le droit de faire sécession. Avec l'effondrement de l'URSS, a déclaré M. Poutine, les gouvernements ukrainiens ont commencé «à construire leur État sur la négation de tout ce qui nous unit, ils ont essayé de déformer la conscience et la mémoire historique de millions de personnes, de générations entières vivant en Ukraine». Mais il a également allégué que l'Ukraine n'a essentiellement aucune tradition stable d'un véritable État. De plus, depuis 2014, a-t-il dit, l'Ukraine est sous le protectorat politique et économique de l'Occident et a été «réduite au niveau d'une colonie avec un régime fantoche.» Il a constamment soutenu que l'Ukraine était une entité sans tradition qui avait été arbitrairement séparée de la Russie. Mais la réalité était et reste différente.

### AUTODÉTERMINATION

Il est vrai que pendant des siècles, l'Ukraine a appartenu à différents États : au royaume de Pologne-Lituanie, à l'empire russe, en partie à la monarchie des Habsbourg, à l'Union soviétique et, jusqu'en 1939, dans sa moitié occidentale, à la République de Pologne. En 1945, avec l'annexion de l'ancienne Carpates-Ukraine tchécoslovaque, le pays a appartenu pour la première fois entièrement à l'Union soviétique.

Cependant, dès mars 1917, une république ukrainienne a été établie avec l'historien Mykhailo

Hrushevsky comme président. La Rada (Parlement) a réclamé son autonomie au sein d'une Russie fédérale. Dans le sillage de la révolution d'Octobre, la Rada a ensuite déclaré l'Ukraine République populaire et, lors des élections, les partis non bolcheviques ont obtenu la majorité. Deux soulèvements bolcheviques avant la fin de 1917 et le début de 1918 se soldent par la prise de Kiev, mais les troupes de la République populaire, soutenues par les armées allemande et autrichienne, reprennent la ville en mars 1918. Entre-temps, la République populaire avait conclu avec les puissances centrales, le 9 février, la «paix du pain» de Brest, qui garantissait l'approvisionnement en céréales de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie. La Russie bolchevique a dû accepter les résultats de cette paix séparée – la perte de l'Ukraine – dans le traité de paix ultérieur de Brest-Litovsk.

En avril 1918, les puissances centrales dissolvent la Rada et installent le général Pavlo Skoropadsky à la tête de l'État. Ce dernier est évincé en décembre et la République populaire non bolchevique est restaurée. Les bolcheviks ne s'en accommodent pas: après l'effondrement des puissances centrales, ils lancent une offensive militaire et s'emparent de Kiev en janvier 1919 et de toute l'Ukraine orientale au début de 1920. La guerre est marquée par des massacres antijuifs – la plus grande vague d'exterminations avant Auschwitz – dans lesquels les forces antibolcheviques sont de loin les principaux responsables (les pogromistes bolcheviques sont fusillés sur ordre du commissaire du peuple Léon Trotsky). L'Ukraine occidentale s'est également déclaré république populaire en 1918, afin de rejoindre la république orientale. Elle est cependant occupée par la Pologne jusqu'à la partition de l'État polonais entre l'Allemagne et l'URSS en septembre 1939.

La courte période d'existence de l'État ne doit pas occulter le fait qu'une conscience nationale ukrainienne moderne aspirant à l'indépendance existait déjà au 19<sup>e</sup> siècle – un fait que Poutine a entièrement omis. L'ukrainien, dévalorisé par certains Russes comme un dialecte paysan, est devenu une langue littéraire grâce à des écrivains tels qu'Ivan Kotlyarevsky et, plus tard, Taras Shevchenko. Ce processus a été favorisé par des historiens tels que Mykola Kostomarov et Volodymyr Antonovich, mais surtout par l'élève de ce dernier, Hrushevsky. Dans de nombreux ouvrages, ce dernier s'est penché sur la culture indépendante du peuple ukrainien, dont les réalisations, malgré de forts points de contact, ne faisaient pas automatiquement partie de la culture russe. Bien que Hrushevsky ait été considéré comme un historien «bourgeois» en Union soviétique (il est mort à Kiev en 1934), il a pu poursuivre ses recherches. Ses résultats sont apparus dans des publications d'historiens de l'Ukraine soviétique ainsi que dans celles d'émigrés ukrainiens à l'Ouest.

Les historiens Omeljan Pritsak et Ivan Rudnytsky ont créé des institutions de recherche de renommée mondiale sur l'histoire et la culture ukrainiennes à Harvard et à l'Université d'Alberta, à Edmonton, au Canada. Depuis 1991, ces institutions travaillent en coopération avec des collègues ukrainiens pour démanteler les vestiges de l'image historique stalinienne. La restauration de cette même image (mais sans son blanchiment pseudo-communiste) est l'un des objectifs de Vladimir Poutine et de ses partisans.

### «DÉCOMMUNISATION»

«Voulez-vous la décommunisation?», a demandé Poutine, citant la démolition des monuments de Lénine en Ukraine. «Eh bien, nous en sommes très heureux. Mais nous ne devons pas, comme on dit,

nous arrêter à mi-chemin. Nous sommes prêts à vous montrer ce que signifie une véritable décommunisation pour l'Ukraine.» L'internationalisme de Lénine et le chauvinisme grand-russe de Poutine sont, en effet, incompatibles.

Tout cela devrait montrer aux socialistes en particulier que l'homme qui dirige le Kremlin est leur ennemi le plus acharné. Cela est vrai indépendamment de toutes les erreurs cardinales de l'Occident. Le gouvernement Poutine porte l'entière responsabilité de la guerre actuelle, reprenant les désirs impériaux de la Russie tsariste, que Joseph Staline a repris après la rupture avec l'internationalisme bolchevique de 1917.

Poutine se présente comme le saint patron de toutes les minorités russes qui, selon lui, sont menacées de «génocide». Ce mensonge historique pourrait avoir d'autres conséquences, car des minorités

russes vivent également dans les États baltes. Leur adhésion à l'OTAN dissuadera-t-elle la Russie de les envahir – même dans le cas où un Donald Trump (réélu) enverrait des signaux qui donneraient carte blanche à Poutine? Si improbable que cela puisse paraître, ce qui se déroule actuellement semblait tout aussi improbable il y a seulement quelques semaines.

Il est d'autant plus important de créer un vaste mouvement pacifiste international pour arrêter la guerre actuelle de la Russie et s'opposer à un futur renforcement militaire. Toute personne en Russie qui ose protester contre la guerre mérite le plus grand soutien – aussi minces que soient les possibilités actuelles.

PUBLIÉ PAR *JACOBIN* (NEW YORK)

Mario Kessler est chercheur au Centre Leibniz d'histoire contemporaine de Potsdam, en Allemagne.

## RUSSIE

# CONTRE L'IMPÉRIALISME RUSSE, NE TOUCHEZ PAS À L'UKRAINE!

MOUVEMENT SOCIALISTE RUSSE (RSD)

Poutine vient de terminer son discours aux Russes. L'homme qui se fait appeler président a commencé son discours par un éloge anticommuniste, affirmant que Vladimir Ilitch Lénine était le créateur de l'Ukraine et que son existence sous sa forme actuelle est le résultat de la politique nationale des bolcheviks. En accusant les bolcheviks de «nourrir les nationalistes», Poutine couvre la pire et la plus

répugnante des formes de nationalisme – le chauvinisme grand-russe. Dans ce contexte, Poutine a menacé de montrer aux Ukrainiens ce que signifie la «décommunisation». Compte tenu du contexte de son discours, on pourrait percevoir ces mots comme rien de moins qu'une menace d'intervention directe en Ukraine. Sans surprise, tout en critiquant les politiques nationales léninistes, Poutine a jeté des pierres sur l'économie planifiée, les nationalisations et a fait l'éloge du stalinisme.



La persécution de l'opposition, la corruption, la hausse des prix des biens et des services, l'absence de tribunaux indépendants et tout ce que Poutine a dit sur l'Ukraine donne l'impression qu'il parlait de la Russie. Nous ne nions pas que les réformes en cours en Ukraine entraînent des inégalités sociales monstrueuses, l'appauvrissement, le chômage et d'autres problèmes. Mais nous croyons fermement que le sort de l'Ukraine doit être décidé par les travailleurs et tous les opprimés de ce pays, et non par le matériel militaire russe et les lobbyistes pro-russes. Les dettes de l'Ukraine envers la Fédération de Russie, que Poutine nous a rappelées, ne sont pas une raison pour une invasion militaire. La population ukrainienne ne s'est pas endettée auprès de la Russie; que

le gouvernement russe réclame ces dettes à ceux à qui il les a données, y compris Viktor Ianoukovitch, qui réside en toute sécurité sur le territoire de la Fédération de Russie.

La violation des accords de Minsk est l'œuvre non seulement de Kiev, mais aussi de Moscou, n'a pas l'intention de cesser de soutenir ses enclaves impérialistes dans les soi-disant «républiques populaires».

Nous sommes pour le retrait immédiat des troupes russes, la fin de tout soutien militaire aux formations armées dans les oblasts de Luhansk et Donetsk, un cessez-le-feu et le droit des citoyens ukrainiens de décider du sort de leur pays sans les impérialistes de l'Est et de l'Ouest!

21 FÉVRIER 2022

## TABLE RONDE ANTIGUERRE DES FORCES DE GAUCHE

Nous, membres du Parti communiste de la Fédération de Russie, du Parti révolutionnaire des travailleurs, du Mouvement socialiste russe, de l'Action socialiste de gauche, citoyens de Russie adhérant aux perspectives de gauche et démocratiques, déclarons ce qui suit eu égard au déclenchement des hostilités sur le territoire de l'Ukraine:

nous condamnons la décision prise par le président russe Vladimir Poutine d'envahir l'Ukraine, en ce qu'elle entraînera la mort de milliers de personnes des deux côtés. La situation économique des travailleurs·euses des deux pays va se dégrader. L'invasion actuelle ne vise qu'à satisfaire les ambitions odieuses d'un cercle étroit de dirigeants russes en matière de politique étrangère, et constitue également un moyen

de détourner l'attention des échecs du gouvernement russe en matière de politique intérieure.

Nous exigeons que les dirigeants russes cessent immédiatement leur agression contre nos frères et sœurs du peuple ukrainien.

Nous appelons toutes les citoyen·nes russes qui adhèrent à des perspectives de gauche et démocratiques à publier sur les réseaux sociaux des revendications adressées aux dirigeants russes visant à mettre fin à l'agression armée contre nos frères et sœurs du peuple ukrainien. Nous vous exhortons à mener une agitation antiguerre auprès de vos voisin·es, parents, collègues et autres citoyen·nes de Russie!

Si le gouvernement actuel n'est pas capable d'apporter la paix aux peuples, alors la voie à suivre pour

y parvenir sera un changement radical de gouvernement et de l'ensemble du système sociopolitique.

Boris Kagarlitsky (Rabkor), Grigory Yudin (sociologue), Mikhail Lobanov (Syndicat Solidarité universitaire), Kirill Medvedev (Mouvement socialiste russe), Alexey

Sakhnin (journaliste, ex-membre du Front de gauche), Evgeny Stupin (Parti communiste de la Fédération de Russie), Nikita Arkin (Mouvement socialiste de gauche), V. Avramchuk (Parti révolutionnaire des travailleurs), Sergey Tsukasov (élu municipal du district d'Ostankinsky), Elmar Rustamov (Russie ouvrière)

## L'AGRESSION DE POUTINE EN UKRAINE SE POURSUIT LES MANIFESTATIONS EN RUSSIE CONTINUENT

AVTONOM.ORG

Il est important qu'elles ne s'arrêtent pas. Le monde entier regarde maintenant le peuple russe : soutient-il l'armée envoyée par des responsables du Kremlin et des milliardaires pour occuper un pays voisin? [...] Est-ce une guerre de tous les Russes ou une guerre de Poutine et de sa bande?

Nous appelons les soldats de l'armée russe à désertir, à ne pas exécuter les ordres criminels des officiers et à quitter immédiatement l'Ukraine. Et nous encourageons tout le monde à continuer à descendre dans la rue et à manifester. [...]

Vous payez la guerre de Poutine : impôts, frontières fermées, pauvreté, blocage de services, censure...

[www.avtonom.org/news/makety-antivoennyh-listovok-dlya-raskleyki-i-razdachi](http://www.avtonom.org/news/makety-antivoennyh-listovok-dlya-raskleyki-i-razdachi)

## MYANMAR

## DES MILITANT·ES POUR LA DÉMOCRATIE ORGANISENT DES RASSEMBLEMENTS POUR SOUTENIR L'UKRAINE

Bravant la répression brutale de la junte, les militant·es de la démocratie au Myanmar ont organisé des manifestations ce week-end pour montrer leur solidarité avec le peuple ukrainien qui tente de repousser l'invasion de son pays par la Russie.

Des dizaines de manifestant·es portant des bannières en faveur de la démocratie et des drapeaux ukrainiens ont organisé dimanche des manifestations éclair dans le centre commercial du Myanmar, Yangon,

ainsi qu'à Dawei, dans la région de Tanintharyi, dans l'extrême sud du pays, et dans l'État de Kachin, dans le nord, alors que leurs homologues civils en Ukraine se sont emparés d'armes automatiques pour repousser les envahisseurs russes. Myanmar est soumis à une dictature militaire depuis février de l'année dernière. Depuis lors, l'ensemble du pays résiste au régime par tous les moyens à sa disposition, de la protestation

pacifique à la lutte armée. À ce jour, plus de 1 500 civils ont été tués par le régime.

Jusqu'en mai de l'année dernière, l'Ukraine avait des liens avec l'armée du Myanmar, avec des exportations d'armes et des transferts de technologie. Malgré cela, l'invasion russe du deuxième plus grand pays d'Europe la semaine dernière a rendu furieux les militant·es pour la démocratie du Myanmar, qui se sentent liés aux civils ukrainiens qui prennent les armes pour défendre leur terre.

En apparence, les manifestations de dimanche au Myanmar étaient une dénonciation de l'intimidation militaire russe et un soutien d'un groupe de civils qui se sont battus pour la liberté et la démocratie à un autre. Au-delà du soutien moral, cependant, le Myanmar et l'Ukraine ont un ennemi commun. Pour les Ukrainiens, le président russe Vladimir Poutine est leur envahisseur. Pour le peuple du Myanmar, la Russie est un allié proche du régime du Myanmar, lui fournissant du matériel militaire, entre autres types de soutien.

Levant un salut à trois doigts, Raymond, membre du Comité de grève du mouvement démocratique (Dawei), a déclaré que le mouvement antirégime du Myanmar, connu sous le nom de Révolution de printemps, se sentait solidaire du peuple opprimé d'Ukraine.

«Nous sommes inspirés par la guerre menée par l'Ukraine pour défendre la démocratie. Comme eux, la révolution du Printemps de Myanmar continuera à se battre pour notre liberté jusqu'à ce que nous gagnions», a-t-il déclaré dans une vidéo. Derrière lui, un groupe de jeunes militant·es tenait des pancartes sur lesquelles on pouvait lire «Gloire à l'Ukraine» et «Poutine doit échouer».

Il a ajouté que si Poutine gagnait en Ukraine, cela donnerait un coup de pouce au régime militaire du

Myanmar et aux ennemis de la démocratie partout dans le monde. «Le monde est un endroit effrayant en ce moment. Mais nous sommes tous dans le même bateau, et lorsque les gens s'unissent, nous pouvons tout accomplir. Slava Ukraini! La démocratie doit prévaloir!», a-t-il déclaré.

À Yangon, un environnement plus difficile pour les manifestant·es, étant donné la répression brutale du régime dans la ville, un groupe de jeunes militant·es a organisé une manifestation éclair, criant des slogans antirégime et brandissant des pancartes portant des slogans tels que «Solidarité avec l'Ukraine». Heureusement, la manifestation n'a pas été attaquée et les manifestant·es se sont dispersé·es sans problème.

Dans l'État de Kachin, dans le nord du Myanmar, plus d'une douzaine de jeunes de l'ethnie Kachin ont organisé un rassemblement pour montrer leur soutien à l'Ukraine. Certains participant·es au rassemblement ont peint leur visage des couleurs du drapeau ukrainien, tandis que d'autres tenaient des pancartes sur lesquelles on pouvait lire «Sauvez l'Ukraine» et «Arrêtez la guerre».

Le gouvernement en exil d'unité nationale du Myanmar a déclaré vendredi qu'il condamnait la guerre russe contre l'Ukraine et son peuple, ajoutant que «le Myanmar est solidaire du peuple ukrainien.»

Alors que l'invasion de l'Ukraine par la Russie a été condamnée dans le monde entier, le régime du Myanmar a adopté une approche différente.

Dans une tentative apparente de montrer sa gratitude envers la Russie pour son soutien, le régime a déclaré que la Russie agissait pour maintenir sa souveraineté et a loué Moscou pour ce qu'il appelle son rôle dans l'équilibre du pouvoir mondial.

28 FÉVRIER 2022

Publié par [The Irrawaddy](#)

Traduction Patrick Le Tréhondat

## INDE

# L'IMPÉRIALISME RUSSE EST L'AGRESSEUR

CHATTOPADHYAY KUNAL, VANAİK ACHIN

Nous condamnons sans équivoque l'agression russe contre l'Ukraine. Au-delà de toutes les discussions sur le degré de droitisation du régime ukrainien, sur les relations qu'il entretient avec les néo-nazis ou avec l'OTAN, il existe certaines vérités fondamentales. L'Ukraine était une nation opprimée sous la Russie tsariste, qui niait le caractère distinct de la langue et de la culture ukrainiennes. Même après la révolution de février [1917], les démocrates bourgeois ukrainiens ont trouvé peu de soutien à Petrograd auprès du gouvernement provisoire russe. C'est le parti bolchevique qui a inscrit le slogan du droit de toutes les nations opprimées à l'autodétermination. Ils l'ont accepté pour la Finlande, ainsi que pour l'Ukraine. Même lors des discussions à Brest-Litovsk, la délégation bolchevique de la Russie soviétique a reconnu le droit de l'Ukraine à l'autodétermination, tout en insistant sur le fait que les régimes fantoches mis en place par une puissance impérialiste ne consistent pas en une véritable autodétermination. En ce sens, Vladimir Poutine, qui cherche à étendre le pouvoir et l'autorité de l'impérialisme russe, a tout à fait raison de souligner que l'Ukraine moderne a été créée par Lénine et les bolcheviks. Cette création a toutefois été annulée par les répressions de l'ère stalinienne, la violence exercée sur les Tatars de Crimée, la terrible famine et les politiques stalinienne générales d'assimilation. Comme l'a clairement exprimé Poutine dans son discours, «il est logique que la Terreur

rouge et le glissement rapide vers la dictature de Staline, la domination de l'idéologie communiste et le monopole du Parti communiste sur le pouvoir, les nationalisations et l'économie planifiée – tout cela a transformé les principes de gouvernement officiellement déclarés mais inefficaces en une simple déclaration. En réalité, les républiques de l'Union n'avaient aucun droit souverain, aucun. Le résultat pratique a été la création d'un État étroitement centralisé et absolument unitaire». Il regrette néanmoins que «les bases fondamentales et formellement légales de notre État n'aient pas été rapidement débarrassées [par Staline] des fantaisies odieuses et utopiques [de Lénine] inspirées par la révolution, qui sont absolument destructrices pour tout État normal».

Poutine ne considère pas le conflit avec l'Ukraine comme un conflit international. Il veut raviver les ambitions impériales de la Russie, et dans ce contexte, l'Ukraine occupe une place importante. En tant que deuxième plus grande des républiques de l'ancienne URSS, elle occupait un espace important. L'impérialisme russe a été créé à partir de l'ancienne bureaucratie stalinienne. Vladimir Poutine, avec ses références d'ancien membre du KGB, résume parfaitement cette transition. La Russie a connu une transition douloureuse vers le capitalisme et, par conséquent, son émergence en tant qu'impérialisme plus faible que celui des États-Unis.

Lorsque l'ancienne Union soviétique a éclaté et, alors que Moscou souhaitait affirmer son hégémonie partout, elle a été contrainte de procéder par petits

pas, car d'autres puissances impérialistes, ainsi que les ambitions nationales des nations anciennement dominées, constituaient des obstacles. Néanmoins, Poutine a été implacable dans sa marche, tant sur le plan intérieur que sur le plan international. En Russie, les voix de l'opposition ont été étouffées, les médias sont contrôlés par l'État et Poutine et ses sbires occupent des postes de direction depuis des lustres. Sur le plan international, en 2008, pour empêcher la Géorgie d'adhérer à l'OTAN, Poutine (alors aux commandes depuis le bureau du Premier ministre, derrière Dmitri Medvedev) a justifié l'invasion de son territoire en invoquant son soutien à la sécession des provinces d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud, qu'il a encouragées à revendiquer leur indépendance. En 2014, craignant que si l'Ukraine rejoignait l'OTAN, la Russie se retrouve coincée, il a envahi et repris la Crimée, violant ainsi l'accord de Budapest de 1994, dans lequel l'Ukraine renonçait au troisième arsenal nucléaire le plus important en échange de garanties de sécurité écrites dans le traité, selon lesquelles son intégrité territoriale et sa souveraineté seraient pleinement respectées par les puissances étrangères, y compris la Russie, c'est-à-dire sans intervention militaire illégale.

La même année, Poutine est également intervenu militairement dans les régions de Donetsk et de Louhansk, dans l'est de l'Ukraine, encourageant les groupes séparatistes à déclarer leur indépendance. Contrairement à la Crimée, où les Russes ethniques sont majoritaires, dans la région orientale du Donbass, la majorité des habitants sont des Ukrainiens qui parlent russe, tandis que les Russes ethniques représentent environ 40 % de la population de la région. Dans les cas de la Géorgie et de l'Ukraine, Poutine pensait que les États-Unis étaient trop faibles pour l'affronter. En 2008, les États-Unis

se sont retrouvés coincés dans la crise irakienne qu'ils avaient eux-mêmes brutalement créée et, en 2014, après avoir accepté l'échec de tous leurs objectifs, ils ont retiré presque toutes leurs troupes d'Irak, se retrouvant dans une paralysie militaire partielle identique à celle de l'après-guerre du Vietnam.

### L'UKRAINE POST-SOVIÉTIQUE: UN RÉGIME OLIGARCHIQUE

En 2014-2015, la guerre du Donbass a causé la mort de milliers de personnes. Plus de 150 000 personnes ont été chassées de leurs foyers. Fin 2014, les manifestations de Maïdan ont commencé. Pour les comprendre, il faut revenir aux fondements de l'Ukraine indépendante et à la montée de l'oligarchie. La Constitution de 1996, approuvée sous le président Kouchma, donnait au président plus de pouvoirs qu'au parlement, mais pas dans la même mesure qu'en Russie: il s'agissait d'une République présidentielle-parlementaire, plutôt que purement présidentielle. Ce facteur a également joué un rôle très important dans l'évolution du système politique: les élections présidentielles n'ont pas été aussi serrées que dans de nombreux autres anciens pays ex-soviétiques. Avec l'aide de l'État, des personnalités telles que Rinat Akhmetov, Ihor Kolomoyskyi, Viktor Pinchuk et Victor Yanukovych ont acquis d'anciennes industries soviétiques pour une bouchée de pain, puis ont fait d'énormes fortunes non pas tant en investissant ou en modernisant ces industries qu'en les utilisant pour gagner rapidement de l'argent, en transférant leurs capitaux à Chypre ou dans d'autres paradis offshore. Pendant de nombreuses années, Leonid Kouchma et son Premier ministre, Victor Ianoukovitch, ont également réussi à trouver un équilibre sur la question de savoir s'il fallait intégrer la sphère économique de l'Europe ou celle de la

Russie, en ne se dirigeant résolument ni vers l'ouest ni vers l'est. Ce qui a protégé les oligarques ukrainiens, leur évitant d'être avalés par des concurrents russes ou européens plus forts. Il convient également de souligner que les oligarques ont pu jouer un rôle différent de celui de leurs homologues russes dans le système politique : ici, l'État n'a pas pu les dominer et les exclure de la participation comme l'a fait Poutine.

Le résultat final des manifestations publiques à grande échelle de 2004, qualifiées de «révolution orange», n'a vu aucun changement structurel, mais seulement un simple changement des élites oligarchiques. Les troubles ont éclaté en raison de la manipulation illégale, de la corruption et de la fraude électorale (de laquelle la commission électorale centrale était partie prenante) en faveur de M. Ianoukovitch contre l'autre candidat principal, Viktor Iouchtchenko, au second tour de l'élection présidentielle de cette année-là. La Cour suprême d'Ukraine s'est prononcée en faveur d'un nouveau vote, qui a été remporté par Iouchtchenko, ancien Premier ministre entre 1999 et 2001. Le président de l'époque, M. Koutchma, ne pouvait légalement se représenter au-delà des deux mandats qu'il avait déjà effectués et sa réputation et sa crédibilité avaient été gravement entachées par un scandale majeur antérieur, lorsque des preuves irréfutables ont révélé qu'il avait ordonné l'enlèvement d'un journaliste. Étant donné qu'en 2004, des amendements constitutionnels ont été adoptés par le Parlement afin de rendre le système plus parlementaire et présidentiel, Koutchma a accepté de ne plus soutenir Ianoukovitch pour la présidence, car le poste avait désormais moins de valeur.

La promotion par Iouchtchenko d'un discours nationaliste anticommuniste n'a pas pu empêcher sa popularité de chuter à mesure que le déclin

économique se poursuivait. [Aujourd'hui encore, le revenu par habitant de l'Ukraine est inférieur à ce qu'il était en 1991, tandis que sa population est passée de 50 millions d'habitants à l'époque à 41 millions à l'heure actuelle]. Élu président en 2010, M. Ianoukovitch a tenté de revenir à la Constitution de 1996. Cela signifiait également que la moitié des députés de la Rada (Parlement) seraient à nouveau élus au scrutin uninominal à un tour, et l'autre moitié sur des listes des partis. En plus de tenter de monopoliser le pouvoir politique, M. Ianoukovitch a essayé de concentrer le pouvoir financier et économique autour de sa propre équipe, notamment sa famille. Il en est résulté une énorme corruption autour de sa personne ainsi que l'enrichissement d'une foule d'autres oligarques. L'annonce par Ianoukovitch, le 21 novembre 2013, qu'il allait suspendre les négociations sur l'accord d'association avec l'UE a été le déclencheur initial des protestations qui ont finalement conduit à sa chute. L'Ukraine était partagée de manière assez égale à ce sujet. Quarante pour cent étaient favorables à la signature de l'accord d'association et 40 % soutenaient un accord avec l'Union douanière eurasienne dirigée par la Russie. Lorsque les manifestations ont commencé, il ne s'agissait donc pas d'une révolte nationale. Pourquoi cela avait-il tant d'importance, que ce soit pour l'UE ou pour la Russie? On peut l'expliquer en examinant l'économie ukrainienne.

L'Ukraine est le deuxième plus grand pays d'Europe par sa superficie et il compte plus de 40 millions d'habitants, soit plus que la Pologne.

L'Ukraine se classe : 1<sup>re</sup> en Europe pour les réserves exploitables de minerais d'uranium ; 2<sup>e</sup> place en Europe et 10<sup>e</sup> place dans le monde en termes de réserves de minerai de titane ; 2<sup>e</sup> place mondiale en termes de réserves de minerais de manganèse

(2,3 milliards de tonnes, soit 12 % des réserves mondiales); 2<sup>e</sup> plus grande réserve de minerai de fer au monde (30 milliards de tonnes); 2<sup>e</sup> place en Europe en termes de réserves de minerai de mercure; 3<sup>e</sup> place en Europe (13<sup>e</sup> place dans le monde) pour les réserves de gaz de schiste (22 trillions de mètres cubes); 4<sup>e</sup> au monde par la valeur totale des ressources naturelles; 7<sup>e</sup> place mondiale pour les réserves de charbon (33,9 milliards de tonnes)

L'Ukraine est un important pays agricole: 1<sup>er</sup> rang en Europe en termes de superficie de terres arables; 3<sup>e</sup> place mondiale par la superficie des terres noires (25 % du volume mondial); 1<sup>er</sup> rang mondial pour les exportations de tournesol et d'huile de tournesol; 2<sup>e</sup> rang mondial pour la production d'orge et 4<sup>e</sup> rang pour les exportations d'orge; 3<sup>e</sup> plus grand producteur et 4<sup>e</sup> plus grand exportateur de maïs au monde; 4<sup>e</sup> plus grand producteur de pommes de terre au monde; 5<sup>e</sup> plus grand producteur de seigle au monde; 5<sup>e</sup> place mondiale pour la production apicole (75 000 tonnes); 8<sup>e</sup> rang mondial pour les exportations de blé; 9<sup>e</sup> place mondiale pour la production d'œufs de poule; 16<sup>e</sup> rang mondial pour les exportations de fromage.

L'Ukraine peut répondre aux besoins alimentaires de 600 millions de personnes.

L'Ukraine est un important pays industrialisé: 1<sup>er</sup> rang en Europe pour la production d'ammoniac; 2<sup>e</sup> réseau de gazoducs en Europe et le quatrième au monde; 3<sup>e</sup> plus grand espace en Europe et 8<sup>e</sup> au monde en termes de capacité installée de centrales nucléaires; 3<sup>e</sup> place en Europe et 11<sup>e</sup> dans le monde en termes de longueur du réseau ferroviaire (21 700 km); 3<sup>e</sup> place mondiale (après les États-Unis et la France) dans la production de localisateurs et d'équipements de localisation; 3<sup>e</sup> plus grand exportateur de fer au monde; 4<sup>e</sup> exportateur mondial de

turbines pour centrales nucléaires; 4<sup>e</sup> fabricant mondial de lance-roquettes; 4<sup>e</sup> place mondiale pour les exportations d'argile; 4<sup>e</sup> place mondiale pour les exportations de titane; 8<sup>e</sup> rang mondial pour les exportations de minerais et de concentrés; 9<sup>e</sup> place mondiale pour les exportations de produits de l'industrie de la défense; 10<sup>e</sup> producteur mondial d'acier (32,4 millions de tonnes).

Il devrait maintenant être clair pourquoi les deux blocs impérialistes voulaient l'Ukraine. Et l'UE, avec son offre « simplement » économique, était dangereuse pour la Russie.

## L'EUROMAÏDAN ET APRÈS

Au début, le mouvement Euromaïdan de novembre 2013 à février 2014 était principalement composé de Kievians de la classe moyenne et d'étudiants, animés par une idéologie proeuropéenne. Il y avait également une forte composante antirusse et nationaliste. En fait, toute idée d'une Ukraine construite sur une base nationaliste plutôt que démocratique devait intégrer un certain degré d'antirussisme. Dès le début, les manifestations de Maïdan ont posé le choix entre l'accord d'association avec l'UE et l'union douanière dirigée par la Russie en termes très durs, presque civilisationnels: l'Ukraine est-elle avec l'Europe ou avec la Russie? Va-t-elle s'aligner sur Poutine, Loukachenko (Belarus) et Nazarbaev (Kazakhstan) ou ne rien faire avec eux?

Cependant, indépendamment de cela, les manifestations de Maïdan ont été dès le début de grands mouvements. Les toutes premières manifestations ont rassemblé 50 000 personnes ou plus à Kiev. Le 30 novembre, le mouvement a fait l'objet d'une répression. Les chaînes de télévision appartenant aux oligarques, qui avaient soutenu Ianoukovitch, ont

soudainement montré la répression sous un mauvais jour. La manifestation qui s'est tenue à Kiev le 1<sup>er</sup> décembre était énorme, avec près de 200 000 personnes présentes. Le mouvement s'est également étendu géographiquement : il y a eu des Maïdan dans presque toutes les villes.

L'extrême droite était très présente, y compris les néofascistes, mais pas seulement. En réalité, seule une infime minorité des manifestants des rassemblements étaient d'extrême droite.

Cependant, ils ont agi de manière unie et sont parvenus à diffuser leurs slogans.

À partir de la mi-janvier, les manifestations ont semblé entrer dans une troisième phase, les négociations entre le gouvernement et l'opposition se poursuivant malgré l'escalade de la violence, jusqu'à l'éviction de M. Ianoukovitch le 22 février. Le tournant majeur a peut-être été la fusillade de manifestants dans le centre de Kiev par des tireurs d'élite les 18, 19 et 20 février.

Une autre évolution importante a eu lieu le 18 février dans l'ouest de l'Ukraine, où les manifestants ont commencé à attaquer les postes de police et à dévaliser leurs arsenaux, s'emparant d'armes à feu en grande quantité. Cela s'est produit à Lviv, à Ternopil, à Ivano-Frankivsk, dans de nombreuses régions. Cela a radicalement changé la situation : la police anti-émeute était prête à disperser les manifestants lorsque ceux-ci étaient armés de bâtons, de pierres et de cocktails Molotov, mais elle n'était pas prête à mourir pour Ianoukovitch. Après le 18 février, les régions occidentales de l'Ukraine étaient sous le contrôle des manifestants, qui occupaient les bâtiments administratifs, les sièges de la police et des services de sécurité. À certains endroits, la police a tiré sur les manifestants, mais dans de

nombreuses régions, ceux-ci sont partis sans opposer de résistance.

Le gouvernement Ianoukovitch est tombé fin février. Poutine, et une partie de la gauche qui voit en Poutine son rêve de résistance continue à l'«impérialisme» (identifié aux États-Unis ou à l'Occident seul), ont affirmé à plusieurs reprises que ce qui s'est passé était un coup d'État fasciste. Un «coup» suggère une conspiration planifiée et organisée pour prendre le pouvoir. De plus, l'extrême droite était une composante du gouvernement qui a pris le pouvoir. Enfin, l'hypothèse selon laquelle l'extrême droite était un outil de l'impérialisme américain ignore la dynamique interne [des mouvements] et traite tous les conflits nationaux selon une version de gauche des théories géostratégiques qui se concentrent principalement sur les rivalités entre grandes puissances.

L'annexion de la Crimée par la Russie a donné d'énormes avantages au nouveau gouvernement, puisqu'il a gagné beaucoup de légitimité et a pu reléguer les questions sociales au second plan, en mettant en avant l'«unité nationale» contre l'agression étrangère.

Craignant un mouvement social et politique russe comme Maïdan, Poutine a décrit le régime post-Yanoukovitch à Kiev comme étant dominé par des fascistes antirusse, déformant la réalité afin de légitimer son annexion de la Crimée et le prétendu besoin de «protéger» les populations russophones. Alors que les «Ukrainiens» étaient souvent identifiés aux «fascistes», la «guerre hybride» instrumentalisée par Moscou dans l'est de l'Ukraine pour déstabiliser le virage entamé par le pays vers les institutions occidentales, a transformé la vie politique en Ukraine : la haine de plus en plus exacerbée et la rhétorique hystérique de la vengeance ont été utilisées par les



élites dirigeantes dans tout le pays comme excuse pour leur politique antisociale.

Les secteurs de la gauche qui voient dans Maïdan simplement une conspiration US/OTAN étiquettent donc effectivement tous les Ukrainiens comme fascistes et les russophones comme progressistes. En réalité, ce qui s'est passé depuis 2015 est très différent. Volodymyr Zelensky n'est pas un radical. Mais le triomphe électoral de ce comédien de télévision a représenté un moment où les Ukrainiens ont tenté de rejeter l'oligarchie. Avec 73 % des voix, il a remporté une victoire écrasante. Maïdan avait écarté Ianoukovitch au nom de l'élimination de la corruption. En fait, il y a eu une reconfiguration des oligarques. Bien que Zelensky n'ait pas eu un programme avancé, les votes en sa faveur étaient anti-oligarchie. Poroshenko, le prédécesseur de Zelensky à la présidence après la chute de Yanukovych, a mis en avant une rhétorique nationaliste. Le rétablissement du statut de la culture et de la langue ukrainiennes est une partie inévitable du projet de souveraineté et d'identité nationales pour des raisons historiques et géopolitiques actuelles. D'une certaine manière, l'agression de la Russie et les fréquentes remarques du Kremlin sur le fait que l'Ukraine n'est ni un pays ni une culture ont également contribué à promouvoir une dangereuse opposition binaire prétendument inéluctable entre le nationalisme ukrainien et le nationalisme russe dans un pays où presque tout le monde peut lire et comprendre le russe, où 70 % de la population, y compris un grand nombre d'Ukrainiens, peut également le parler, et où l'ukrainien est la langue d'État tandis que le russe domine le marché des biens et produits culturels. Leur séparation complète est impossible en raison de leur imbrication historique intime et l'avenir de la langue ukrainienne et de la culture qui lui est associée doit être

construit sur ses propres bases, en tenant compte de la multiethnicité et du multiculturalisme de la nation.

La restauration d'une langue et d'une culture qui ont été historiquement réprimées est importante et nécessaire, mais elle exige également un acte d'équilibre vis-à-vis du russe et des expressions culturelles qui lui sont liées. Mais Porochenko a voulu aller plus loin en adoptant une ligne antirusse plus agressive. L'inverse est également vrai. Ceux qui veulent donc rendre les Ukrainiens responsables de l'invasion de Poutine doivent se rappeler la position de ce dernier, tant dans son récent discours qu'à plusieurs reprises auparavant. Comme il l'a dit dans son discours: «Je voudrais souligner à nouveau que l'Ukraine n'est pas pour nous un simple pays voisin. Elle est une partie inaliénable de notre propre histoire, de notre culture et de notre espace spirituel.» Et aussi, aujourd'hui, la «“progéniture reconnaissante” [c'est-à-dire la partie indépendante de l'Ukraine] a renversé les monuments à Lénine en Ukraine. Ils appellent cela la décommunisation. Vous voulez la décommunisation? Très bien, cela nous convient parfaitement. Mais pourquoi s'arrêter à mi-chemin? Nous sommes prêts à montrer ce que de véritables décommunisations signifieraient pour l'Ukraine [c'est-à-dire l'effacement complet de l'identité séparée de l'Ukraine qui était le fait du régime communiste].»

Nous devons également tenir compte du fait que la République nationale de Donetsk et la République nationale de Louhansk, les régimes soutenus par la Russie, ont montré une hostilité claire à l'égard de tout multiculturalisme. L'une des premières mesures prises par les Russes en Crimée et dans le Donbass a été de remplacer les panneaux multilingues par des panneaux exclusivement russes. L'Ukraine a un système dans lequel la langue minoritaire doit être officiellement soutenue dans une municipalité si

le nombre de locuteurs dépasse un certain niveau (10 %) et il existe d'autres langues comme le hongrois, le roumain, le polonais, le tatar. La situation est complexe dans l'ancienne Union soviétique, à cause de la russification, où les russophones ont souvent été amenés d'autres régions. Ceux qui, à gauche, mettent en avant le facteur linguistique pour justifier l'invasion russe oublient commodément cela.

### LES ÉTATS-UNIS, L'UE ET L'OTAN: LA RIVALITÉ INTER-IMPÉRIALISTE

Il ne fait aucun doute que les États-Unis sont l'impérialiste le plus important et le plus puissant au monde, avec le pire bilan mondial en matière de soutien à des dictatures brutales à l'étranger, d'interventions militaires inacceptables dans d'autres pays et de responsabilité directe et indirecte dans le meurtre de civils, un bilan global depuis la Seconde Guerre mondiale qui dépasse aisément plusieurs millions. Mais cela n'excuse pas le comportement d'autres pays, grands, moyens ou petits, qui cherchent à établir et à étendre leur hégémonie et leur domination régionale ou mondiale. Ces autres puissances comprennent plusieurs alliés ouest-européens des États-Unis et des organismes comme l'OTAN, mais aussi des pays comme Israël, la Turquie, l'Inde, le Pakistan et, bien sûr, la Russie et la Chine; et il ne fait aucun doute qu'il y a et qu'il peut y avoir d'autres entrants dans ce vaste club de puissances impérialistes et aspirant au statut d'impérialisme. Les justifications avancées pour un tel expansionnisme sont invariablement les exigences de la «sécurité nationale» et la nécessité de «réagir» contre des coupables désignés. La gauche internationale doit veiller à ne pas tomber dans la politique consistant à défendre le «moindre mal» présumé, voire à nier ou à diminuer son caractère maléfique, alors que nous devrions nous opposer au

mal tout court. Dans le cas de la Russie, il ne devrait pas y avoir de raison de se tromper.

Examinons la question de sa relation [de la Russie] avec les États-Unis et l'OTAN depuis l'éclatement de l'Union soviétique. L'OTAN n'a, à nos yeux, jamais eu la moindre justification, c'est pourquoi nous nous opposons toujours à son existence. Cependant, même selon la logique de la guerre froide qu'elle avait avancée, elle aurait dû être dissoute dès la fin du pacte de Varsovie. En fait, bien sûr, l'OTAN dirigée par les États-Unis non seulement n'a pas été dissoute, mais a rompu ses promesses de ne pas s'étendre davantage, et l'a fait délibérément pour étendre son champ d'action et s'approcher le plus possible des frontières de la Russie. Bien entendu, nous nous opposons à cela et le condamnons, car cela revient à saper la recherche mondiale d'une paix et d'une justice, à subordonner les pays plus petits et plus faibles, à renforcer les alliances entre les classes dirigeantes et à permettre une exploitation accrue des masses ouvrières dans leur propre pays et d'autres pays. Il ne faut pas non plus s'étonner que les membres de ce club impérialiste recourent partout à l'intimidation de leurs voisins et cherchent à étendre autant que possible leur puissance et leur domination, même au-delà. La Russie, d'Eltsine à Poutine, n'a cessé de parler de ses «besoins légitimes de sécurité». Le mot «besoin» est toujours plus efficace que le mot «ambition», qui ne s'accorderait pas aussi bien avec le terme «légitime». Après l'éclatement de l'Union soviétique, la Russie est militairement et nucléairement la deuxième puissance mondiale. Y a-t-il une personne saine d'esprit qui pense que les États-Unis ou l'OTAN vont ou veulent prendre le risque de l'envahir territorialement? Mais comme tous les impérialistes et ceux qui aspirent à le devenir, la Russie veut aussi établir et consolider sa propre «sphère d'influence», un

euphémisme pour dissimuler le projet réel, à savoir sa détermination à dominer de l'extérieur autant que possible cette région désignée dont les frontières sont toujours ouvertes à l'expansion.

Les États-Unis et l'OTAN continuent de chercher à le faire, mais penser que les actions de la Russie dans son «étranger proche» ou plus lointain sont sérieusement motivées par la crainte que sa «sécurité soit profondément menacée» et que ces actions sont une «réaction», est absurde. En effet, le résultat le plus probable de ce que la Russie a fait sera le renforcement de l'engagement envers l'OTAN et l'expansion possible (certains diraient maintenant probable) de l'adhésion à l'OTAN en Europe, ainsi qu'une incitation plus forte pour les pays de la région Asie-Pacifique à s'aligner et à se rapprocher des États-Unis et de leurs structures d'alliance.

Nous devons nous opposer catégoriquement à tous les impérialismes. Lorsque l'on désigne la responsabilité globale et historique des iniquités de l'impérialisme, la plus grande part revient évidemment aux États-Unis et à leurs alliés. Mais cette vérité ne doit pas être utilisée pour rationaliser les iniquités et le comportement des autres impérialistes. Poutine n'a pas seulement envoyé récemment des troupes de l'Organisation du traité de sécurité centrale (OTSC) dominée par la Russie au Kazakhstan en «réaction» à l'Occident ou comme une «contrainte» découlant de ses «besoins légitimes de sécurité», mais pour stabiliser un régime autoritaire brutal pro-russe qui réprime son propre peuple.

Deux autres brefs commentaires doivent être faits ici. Nous avons été témoins d'une hypocrisie sans précédent, tant en ce qui concerne la résistance ukrainienne que les réfugiés, de la part de l'UE et des médias occidentaux. Ce sont des pays et des médias qui ont toujours condamné la résistance palestinienne

comme étant du terrorisme, mais ils sont aujourd'hui tous pour la résistance civile aux Russes. Nous considérons leur «soutien» aux Ukrainiens comme une imposture, liée aux intérêts des classes dirigeantes des puissances occidentales, et pas du tout motivée par un véritable souci des droits démocratiques. Il en va de même pour l'hypocrisie des médias et des États concernant l'acceptation des réfugiés ukrainiens, et ce la part de pays qui ont été brutaux envers les réfugiés d'Afrique dans un passé récent. Twitter, qui a bloqué les comptes de soutien financier pour Cuba (sur des questions non militaires), autorise le soutien financier à l'aide militaire aux Ukrainiens. Cela montre les liens évidents entre des agences apparemment indépendantes et les puissances impérialistes occidentales.

### RÉACTIONS INDIENNES: LE RÉGIME ET LA GRANDE GAUCHE PARLEMENTAIRE

Quelle a été la réponse à l'invasion de l'Ukraine en Inde? De façon honteuse mais attendue, le gouvernement Hindutva Modi exprime son inquiétude mais ne condamne pas, alors qu'il entretient une relation stratégique de facto avec les États-Unis. Il veut une Russie satisfaite d'elle-même en raison de ses prétendus besoins diplomatiques et militaires. Une plus grande sécurité pour l'Inde ne signifie pas, pour les régimes indiens de droite, réduire les dépenses militaires pour aider à réduire la pauvreté, résoudre le différend frontalier avec la Chine par des concessions mutuelles ou promouvoir la paix en Asie du Sud, mais obtenir davantage de puissance militaire, non seulement pour protéger les frontières, mais aussi pour réaliser des projets de puissance en Asie du Sud et au-delà, comme tout aspirant hégémon régional doit le faire. New Delhi affirme que sa priorité est désormais d'évacuer les citoyens indiens d'Ukraine.

Nous soutenons pleinement cette démarche. Mais le refus du gouvernement de condamner l'invasion rend plus difficile un soutien moral et politique vital au peuple et au gouvernement ukrainiens, ce qui met en danger la vie des citoyens indiens. Les partis d'opposition bourgeois sont soit silencieux, soit, dans le cas du Parti du Congrès, leur position officielle n'est pas différente de celle du gouvernement. Aucune surprise ici.

Quant aux principaux partis de gauche, le CPM [Parti communiste d'Inde (marxiste)] ne va pas au-delà de qualifier l'action de la Russie de «malheureuse» et, avec le CPI [Parti communiste d'Inde] joue la carte du vrai coupable, à savoir les États-Unis et l'OTAN, auxquels la Russie a réagi. Il n'y a pas une once d'analyse de classe dans les déclarations de ces partis qui se prétendent marxistes. Mais aucun

de ces partis n'a encore déclaré publiquement que la Russie (ou la Chine) sont des pays capitalistes et encore moins des puissances impérialistes, même si Poutine, la classe dirigeante et le public russe n'ont aucune illusion sur le fait que leur pays est autre chose qu'un pays capitaliste, un pays qui est assez mal en point économiquement et politiquement. Combien de temps les partis de la gauche indienne traditionnelle vont-ils continuer à faire l'autruche ?

Non à l'agression impérialiste russe, non à l'ingérence des États-Unis et de l'OTAN, pour une Ukraine démocratique et socialiste, pour le droit à l'autodétermination de toutes les nationalités opprimées.

28 FÉVRIER 2022

Publié par [Europe Solidaire Sans Frontières](#)

Traduction Patrick Le Tréhondat

## RUSSIE

# LES ANARCHISTES RUSSES CONTRE LA GUERRE DU RÉGIME DE POUTINE AVEC L'UKRAINE

Dans le contexte d'une opération militaire de grande envergure qui a débuté ce matin, il est important de montrer que les Russes n'ont pas besoin de cette guerre honteuse. Au cours des derniers jours, des dizaines de manifestations antiguerre ont eu lieu dans diverses villes de Russie - principalement sous la forme de «rassemblements de personnes isolées». Et bien que selon la loi russe cette forme d'action n'exige pas de déclaration, la plupart des manifestants et manifestantes ont été détenues.

Hier, 23 février, des rassemblements ont eu lieu avec la participation d'anarchistes à Moscou,

Irkoutsk, Perm. Des graffitis antiguerre anarchistes sont apparus à Saint-Pétersbourg et des féministes du 8<sup>e</sup> Groupe d'initiative ont organisé une action dans le métro. Des actions ont déjà lieu à Irkoutsk et Novossibirsk.

Hier, 13 personnes portant des affiches antiguerre ont été arrêtées dans divers endroits de Moscou. Il y avait aussi des rassemblements avec des affiches sur le prochain anniversaire de la déportation des Tchétchènes et des Ingouches par Staline.

Malgré les obstacles que la police a mis en place pour les participants et participantes aux actions

antiguerrre, les anarchistes de Moscou ont réussi à distribuer des tracts antiguerre dans le centre de Moscou.

Les manifestants et manifestantes du monument à Okudzhava ont été détenus au poste de police d'Arbat pendant plus de cinq heures. Selon la pratique déjà établie dans les services de police de Moscou, un avocat d'OVD-Info n'a pas été autorisé à entrer pendant plus d'une heure et demie.

Dans les protocoles administratifs en vertu de l'article 20.2, partie 5, les détenus étaient accusés d'avoir organisé un rassemblement de masse sans en avertir les autorités et de crier des slogans, bien que les manifestants et manifestantes se soient tenus seuls et n'aient rien scandé. Mais c'est aussi une pratique établie en Russie. Il convient de noter que les autorités de Moscou et de la plupart des villes russes à l'époque «pré-Covid» n'autorisaient pas la grande majorité des actions publiques annoncées. Et les restrictions «covid» ont donné une excuse commode pour ne rien autoriser du tout, sauf pour les événements officiels.

Parmi les personnes détenues au poste de police d'Arbat, en plus des participants aux actions antiguerre, il y avait plusieurs militants amis qui ont été amenés, accusés de «boire des boissons alcoolisées au mauvais endroit» et deux musiciens de l'Arbat. Lorsqu'ils ont appris la détention des piquets

antiguerrre, aucun d'eux n'a «réveillé» le patriotisme et l'amour pour Poutine. Même d'anciens soldats professionnels qui sont passés par l'Afghanistan ont condamné l'escalade de l'hystérie militaire et ont déclaré que pour la Russie, cela ne pouvait se terminer qu'avec l'arrivée de cercueils de la zone de combat.

Soit dit en passant, les policiers n'ont également rien dit aux manifestants détenus à la suite de leur protestation contre la guerre avec l'Ukraine – apparemment, sa perspective imminente n'a pas non plus suscité de sentiments patriotiques en eux.

Aujourd'hui, après le début de la guerre, des dizaines de Russes ont déjà pris part aux piquets antiguerre – et les détentions se poursuivent. La pétition contre la guerre avec l'Ukraine a recueilli plus de 100 000 voix en trois heures. Les étudiants, les étudiants diplômés et les enseignants préparent un appel ouvert contre la guerre.

Sur les réseaux sociaux, ils appellent tous ceux qui protestent contre l'attaque contre l'Ukraine à se rendre sur les places centrales de leurs villes à 19h00. À Moscou, une action est prévue sur la place Pushkinskaya, l'OMON et la Garde nationale se rassemblent au centre de la capitale.

24 FÉVRIER 2022

[www.avtonom.org/](http://www.avtonom.org/)

## INTERNATIONAL

# EXODE À LA FRONTIÈRE UKRAINE-POLOGNE : « ILS NOUS REFOULENT PARCE QU'ON EST NOIRS ! »

MEHDI CHEBIL

De nombreux Africains fuyant la guerre en Ukraine ont affirmé sur les réseaux sociaux avoir été refoulés à la frontière polonaise en raison de leur couleur de peau. Des discriminations démenties par Kiev et Varsovie.

Des civils sont-ils empêchés de fuir la guerre en Ukraine en raison de leur couleur de peau ? Des Africains affirment en tout cas avoir été refoulés à la frontière avec la Pologne tandis que d'autres personnes, blanches, étaient autorisées à passer. Des discriminations qui pourraient venir ternir le grand élan de solidarité affiché par les pays de l'Union européenne, tandis que des centaines de milliers de réfugiés continuent à affluer vers les frontières polonaise, hongroise, slovaque et roumaine de l'Ukraine.

Le blocage de la frontière polonaise pour les Africains n'est pas total car certains groupes ont pu passer, ce qui suggère plutôt un filtrage arbitraire des gardes-frontières locaux.

Mais lors d'un reportage dimanche 27 février à la gare de Lviv, grande ville de l'ouest de l'Ukraine située à environ 80 kilomètres de la frontière polonaise, France 24 a rencontré plusieurs étudiants africains qui affirment avoir été empêchés de pénétrer en Pologne par les gardes-frontières ukrainiens.

« On nous a bloqués à la frontière, on nous a dit que les Noirs ne rentrent pas. Pourtant, on voyait les Blancs rentrer... », se remémore ainsi Moustapha

Bagui Sylla, un Guinéen qui étudiait la médecine en Ukraine. Le jeune homme a fui sa résidence universitaire de Kharkiv dès les premiers bombardements pour se lancer dans une folle course vers l'ouest.

Comme des dizaines de milliers de civils ukrainiens, il a enduré des heures de marche à pied et d'attente dans le froid sur la route de Medyka en Pologne. Mais son périple s'est heurté à l'intransigeance des gardes-frontières ukrainiens, qui lui ont intimé l'ordre de rebrousser chemin.

Un étudiant nigérian en train de faire la queue pour acheter des billets de train a décrit une scène similaire au même endroit. Son groupe, qui comprenait des femmes, est resté bloqué devant les grilles du poste-frontière tandis que les gardes ukrainiens faisaient passer des Blancs. « Ils ne laissent pas passer les Africains. Les Noirs qui n'ont pas de passeports européens ne passent pas... Ils nous refoulent juste parce qu'on est noirs ! », s'exclame Michael. On est tous humains, on est nés comme ça, ils ne devraient pas nous discriminer sur la couleur de notre peau. »

Selon Moustapha Bagui Sylla, les gardes ukrainiens ont justifié leur refoulement par des instructions de leurs homologues polonais, qui leur auraient dit « qu'il n'y avait plus de place pour les migrants » en Pologne. Varsovie a fermement démenti toute discrimination. « Je ne sais pas ce qui se passe du côté ukrainien, mais nous admettons tout le monde quelle que soit la nationalité. Cela fait deux jours que je démens de fausses allégations comme ça », a

affirmé à France 24 Anna Michalska, porte-parole des gardes-frontières polonais. Un deuxième communiqué polonais a confirmé qu'aucun visa n'était requis, que les cartes d'identité ou passeports, même périmés, étaient acceptés.

Un responsable des gardes-frontières ukrainiens a également démenti ces informations en insistant qu'il n'y avait aucune nationalité favorisée plus qu'une autre pour passer la frontière. La principale restriction de sortie du territoire vise actuellement les hommes de nationalité ukrainienne âgés de 18 à 60 ans, qui sont mobilisés pour défendre le pays face à l'invasion russe. «Je ne sais pas ce qu'il s'est passé, ces personnes ont peut-être été refoulées parce qu'elles essayaient de griller la priorité dans la file d'attente», a ajouté Andriy Demchenko, porte-parole des gardes-frontières ukrainiens.

La situation humanitaire du côté ukrainien du poste-frontière de Medyka est extrêmement précaire pour tous les déplacés, comme l'a illustré un de nos récents reportages. Selon un document interne de la Commission européenne cité par *Le Figaro*, il faut désormais entre vingt et soixante-dix heures pour franchir les postes-frontières de la Pologne.

Pour les principaux concernés, ces refoulements arbitraires ressemblent à une double peine. Être renvoyé au statut de migrant économique est une véritable douche froide pour ces jeunes Africains venus faire des études avancées, avec des papiers en règle et de brillantes perspectives d'emploi. Dimanche, la plupart des Africains coincés à la gare de Lviv cherchaient désormais à fuir par la Roumanie, la Hongrie, ou la Slovaquie.

1<sup>ER</sup> MARS 2022

Publié par *Info Migrants*







**MOBILISATION MONDIALE CONTRE LA GUERRE**



**24 FÉVRIER**

### CATALOGNE

Une centaine de citoyen·nes et sympathisant·es ukrainien·ns se sont rassemblé·es dès jeudi matin devant le siège du consulat russe à Barcelone.

**26 FÉVRIER**

### SUISSE

20 000 personnes ont manifesté dans les rues de la capitale Berne. À Genève, des centaines de personnes se sont rassemblées devant le siège des Nations unies avec des affiches disant : «Dites non à Poutine».

### FRANCE

Plus de 5 000 personnes se rassemblent à Paris en soutien à l'Ukraine. Dans plusieurs villes françaises, des manifestations ont été organisées pour protester contre l'invasion russe. Au total, ces rassemblements ont réuni 21 700 manifestants, selon le ministère de l'intérieur. À Strasbourg, 4 000 personnes se sont rassemblées avec drapeaux ukrainiens et pancartes proclamant «Stop à la guerre». À Nantes, on a compté un millier de manifestants, environ 350 à Clermont-Ferrand, 250 à Montpellier, 300 à Grenoble, Saint-Étienne ou Bordeaux, 200 à Chambéry.

Les éditions Syllepse affichent sur leur site un bandeau «Liberté et démocratie pour les peuples d'Ukraine!»

### ÉTATS-UNIS

Des manifestations se sont déroulées à travers les États-Unis dans des villes telles que Washington, Los Angeles et Chicago.

### ESPAGNE

L'acteur Javier Bardem faisait partie des manifestant·es qui se sont rassemblé·es devant l'ambassade de Russie à Madrid. Bardem a déclaré à Reuters qu'il était là «pour démontrer ma condamnation des actions guerrières de la Fédération de Russie contre l'Ukraine», et que le bombardement des villes ukrainiennes par la Russie était «une

invasion... Il viole le droit fondamental de l'Ukraine à la souveraineté territoriale, le droit international et bien d'autres choses.»

### CATALOGNE

Environ 200 personnes se sont rassemblées vendredi sur la Plaça Catalunya à Barcelone pour dénoncer l'invasion russe de l'Ukraine, tandis que 50 autres personnes ont manifesté devant le consulat russe.

### JAPON

Des centaines de personnes se sont rassemblées dans la capitale japonaise pour protester contre l'invasion russe

### ESTONIE

Des dizaines de milliers de personnes se sont rassemblées sur la place de la Liberté de la capitale estonienne pour protester contre la guerre russe contre l'Ukraine.

### CORÉE DU SUD

Les Ukrainien·nes de Séoul se sont réuni·es samedi dans une cathédrale pour prier pour leur pays. À la cathédrale Saint-Nicolas, des expatrié·es ainsi que l'ambassadeur ukrainien Dmytro Ponomarenko ont participé à un service de prière pour la paix et la sécurité en Ukraine.

### POLOGNE

Plusieurs milliers de personnes se sont rassemblées devant l'ambassade de Russie à Varsovie pour protester contre l'invasion de l'Ukraine. Il y avait une forte présence policière.

### GRANDE-BRETAGNE

À Londres, des milliers de personnes se sont rassemblées devant la section consulaire de l'ambassade de Russie à Kensington. Les médias locaux ont rapporté que des manifestant·es lançaient des œufs sur le bâtiment. À Manchester, Newcastle et Bristol, les manifestant·es ont appelé Vladimir Poutine à se retirer de l'Ukraine. Des

manifestations ont également eu lieu devant la résidence du Premier ministre à Downing Street.

### GRÈCE

Des milliers de personnes ont manifesté devant l'ambassade de Russie à Athènes, en Grèce, en scandant «Poutine est un tueur» et «Poutine est un terroriste».

### GÉORGIE

Quelque 30 000 personnes se sont rassemblées dans la capitale géorgienne Tbilissi pour protester contre l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Des foules immenses se sont rassemblées devant les bâtiments du parlement, appelant également à la démission du Premier ministre Irakli Garibashvili qui a déclaré que Tbilissi «ne se joindra pas» aux sanctions économiques et financières que l'Occident a imposées à la Russie suite à l'invasion.

### ARGENTINE

De nombreux·ses résident·es argentin·es ont marché vendredi vers l'ambassade de Russie à Buenos Aires et se sont réuni·es dans la capitale argentine pour demander au président Poutine d'arrêter l'invasion de l'Ukraine.

### BRÉSIL

São Paulo. Les manifestant·es se sont rassemblé·es en solidarité, appelant le président Poutine à arrêter l'invasion d'un pays démocratique. Les manifestant·es, parmi lesquelles des Ukrainien·nes, des Russes et des Géorgien·nes vivant au Brésil, se sont rassemblés sur l'avenue principale de São Paulo, pour protester contre l'invasion russe.

### TURQUIE

Des dizaines de Turc·ques et d'Ukrainien·nes ont organisé des manifestations samedi à travers la Turquie pour protester contre les opérations militaires russes en cours en Ukraine. Des membres de la Free Thought and Educational Rights Society (Ozgurder) ont organisé une manifestation devant l'ambassade de Russie

dans la capitale Ankara et ont condamné l'attaque russe. Un groupe d'Ukrainien·nes résidant dans la province de Mugla a également protesté, scandant des slogans contre le président russe et portant des banderoles réclamant la fin de la guerre.

### IRLANDE

La pression monte sur le gouvernement irlandais pour expulser l'ambassadeur de Russie, alors que les protestations se poursuivent à Dublin contre l'invasion de l'Ukraine. Samedi 26 février après-midi, des dizaines de manifestant·es se sont à nouveau rassemblé·es devant l'ambassade de Russie dans le sud de Dublin pour appeler la Russie à mettre fin aux attaques contre l'Ukraine.

### AFRIQUE DU SUD

Des citoyen·nes ukrainien·nes, russes et italien·nes ont organisé vendredi une manifestation devant le consulat russe au Cap contre la guerre menée par la Russie en Ukraine, appelant à la paix et à la fin de la guerre. La manifestation au Cap a été organisée par l'Association ukrainienne d'Afrique du Sud (UAZA).

**27 FÉVRIER**

### DANEMARK

Environ 400 personnes se sont rassemblé·es devant l'ambassade d'Ukraine dans le centre de Copenhague et ont allumé des bougies et déposé des fleurs pour montrer leur soutien au peuple ukrainien.

### RUSSIE

Plus de 1 800 Russes dans 53 villes de Russie ont été arrêté·es par la police pour avoir protesté contre l'invasion. La Russie a publié le 24 février une déclaration interdisant de participer à des manifestations «non autorisées». Le 27 février, 2 063 autres personnes ont été arrêtées lors de manifestations de rue contre la guerre. Une camionnette portant des inscriptions «Les gens, réveillez-vous!», «C'est la guerre», «Poutine est une racaille!» s'est écrasé et a pris feu sur la place Pushkinskaya. Au

total, au 28 février, plus de 6 000 personnes sont détenues. Plus de 10 000 travailleurs et travailleuses de la technologie, 6 000 des secteurs médicaux, plus de 3 400 architectes, plus de 2 000 acteur-trices, réalisateur-trices et autres personnalités du monde des arts et 1 500 enseignant-es ont signé des pétitions appelant le gouvernement de Poutine à arrêter la guerre. 147 000 Russes ont signé une pétition pour destituer Poutine.

### ALLEMAGNE

En Allemagne, des milliers de personnes ont manifesté samedi à Munich et dans d'autres villes allemandes. Plus de 100 000 personnes se sont rassemblées dans le centre de Berlin, portant des pancartes indiquant : « Arrêtez la guerre », « La dernière guerre de Poutine » et « Nous sommes aux côtés de l'Ukraine » et brandissant des drapeaux ukrainiens et de l'Union européenne.

### RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Quelque 80 000 manifestant-es ont envahi la place centrale de Prague, se souvenant encore de l'entrée des chars russes entrés dans la capitale tchèque en 1968.

**28 FÉVRIER**

### SRI LANKA

Des touristes ukrainien-nes ont organisé lundi une manifestation contre la guerre devant l'ambassade de Russie au Sri Lanka. Le ministre du tourisme du pays a déclaré que le gouvernement envisageait de prolonger les visa des touristes ukrainien-nes.

### PHILIPPINES

Des dizaines de personnes se sont rassemblées à Manille en solidarité avec le peuple ukrainien, dénonçant l'invasion des forces militaires russes.

### CHINE

Des médias locaux ont rapporté lundi qu'un homme à Hangzhou avait brandi une pancarte indiquant : « Arrêtez la guerre » en anglais. En chinois, il est écrit : « S'il vous

plaît, ne soutenez pas la guerre en Ukraine. » Une pétition condamnant l'invasion de l'Ukraine a été signée par 121 ex-élèves de plusieurs des meilleures universités chinoises.

### ISRAËL

Plusieurs dizaines d'Israélien-nes ont organisé une manifestation de soutien à l'Ukraine devant le Parlement du pays, la Knesset.

### NIGERIA

Les parents d'étudiant-es nigérian-nes étudiant en Ukraine ont organisé lundi une manifestation pacifique à l'ambassade de Russie à Abuja. Les manifestant-es, portaient des pancartes avec des inscriptions telles que : « Arrêtez la guerre, laissez la paix régner ».

### COMMUNIQUÉ DU SNJ-CGT

Le SNJ-CGT, qui condamne l'invasion militaire de l'Ukraine par la Russie, apporte son soutien au peuple ukrainien et aux journalistes de toutes nationalités, qui y exercent leur mission dans des conditions difficiles et dangereuses.

Il apporte également son soutien aux journalistes russes, face à la volonté de Vladimir Poutine de leur dicter les mots qu'ils pourraient ou non utiliser pour décrire la guerre en cours en Ukraine.

Le traitement médiatique de cette guerre déclenche de nombreuses réactions. Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, a ainsi annoncé sa volonté d'« interdire dans l'UE la machine médiatique du Kremlin », en visant notamment « les médias d'État *Russia Today* et *Sputnik* », alors même que l'UE n'en a pas la compétence. De son côté, Josep Borrell, le chef de la diplomatie européenne, promet de « tuer ce serpent dans son nid ».

RT a déjà été interdite par le régulateur allemand des médias. En France, le sénateur centriste Laurent Lafon, parmi d'autres, a réclamé que l'Arcom (Autorité de régulation de la communication audiovisuelle, ex-CSA) suspende immédiatement son autorisation d'émettre.

L'analyse du contenu de l'antenne de RT France de

ces derniers jours, effectuée par *Télérama*, rappelle que la chaîne – dans la bouche de certains de ses journalistes ou d'«experts» invités – a incontestablement repris des «éléments de langage» du pouvoir russe et défendu des thèses pour le moins discutables.

Cela vaut-il ces demandes pressantes d'arrêt de diffusion de RT France, qui compte une rédaction d'une centaine de journalistes? Il est paradoxal, au nom d'un manque de pluralisme sur cette antenne, d'en demander l'interdiction.

Comme la Fédération européenne des journalistes (FEJ), à laquelle il appartient, le SNJ-CGT s'inquiète de cette demande de disparition sans autre forme de procès. «Fermer un média est un acte grave, qui doit reposer sur des preuves solides et de lois, afin d'éviter l'arbitraire», commente Ricardo Gutiérrez, secrétaire général de la FEJ, interrogé par *Arrêt sur images*.

La loi permet de «résilier la convention d'une chaîne de TV contrôlée par un Etat étranger mais seulement en

cas d'atteinte aux intérêts fondamentaux de la Nation», rappelle de son côté Marc Rees, rédacteur en chef de *Next INpact*, cité par *Les Échos*.

En dehors de ce cas, seul le non-respect de la convention, qui lie la chaîne à l'Arcom et définit ses obligations, peut entraîner des sanctions: rappel à la réglementation, mise en garde, mise en demeure ou interdiction de diffusion.

Des plaintes, déposées ces derniers mois contre RT France, sont en cours d'instruction par l'Arcom. Ces dernières, ainsi que celles déposées ces derniers jours, doivent donner lieu à une enquête contradictoire, en toute indépendance, de la part de l'Arcom, qui estimera si des sanctions sont justifiées.

C'est ni plus ni moins ce que demande le collectif Stop Bolloré, dont le SNJ-CGT est un des initiateurs, concernant CNews: que cette dernière respecte son cahier des charges (lire «Appel Stop Bolloré: pour une information libre»)











«Peu m'importe»

Taras Chevtchenko, poète ukrainien, 1847

Peu m'importe  
De vivre ou non en Ukraine.  
Que l'on se souvienne de moi ou que l'on m'oublie,  
De moi dans ces neiges étrangères.  
Cela m'importe peu.  
En captivité, j'ai grandi avec des étrangers,  
Sans que les miens ne me pleurent,  
En captivité, en pleurant, je mourrai  
Et j'emporterai tout avec toi  
Ne laissant même pas une seule petite trace  
Dans notre glorieuse Ukraine,  
La nôtre – qui n'est plus notre propre terre.  
Et le père dans ses souvenirs,  
Le père ne dira pas à son fils: «Prie  
Prie, mon fils: pour l'Ukraine  
Il fut torturé jadis.»  
Peu m'importe, si demain,  
Si ce fils priera, ou non...  
Mais ce qui m'importe réellement  
C'est de constater qu'un ennemi ignoble  
Endort, dérobe et consume l'Ukraine  
La volant et la violant  
Ô, comme cela m'importe!